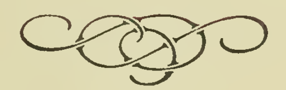


PARTI DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE (INTERNATIONALISTES)

Par la lutte, tu obtiendras ton droit !

LA RUSSIE SOCIALISTE

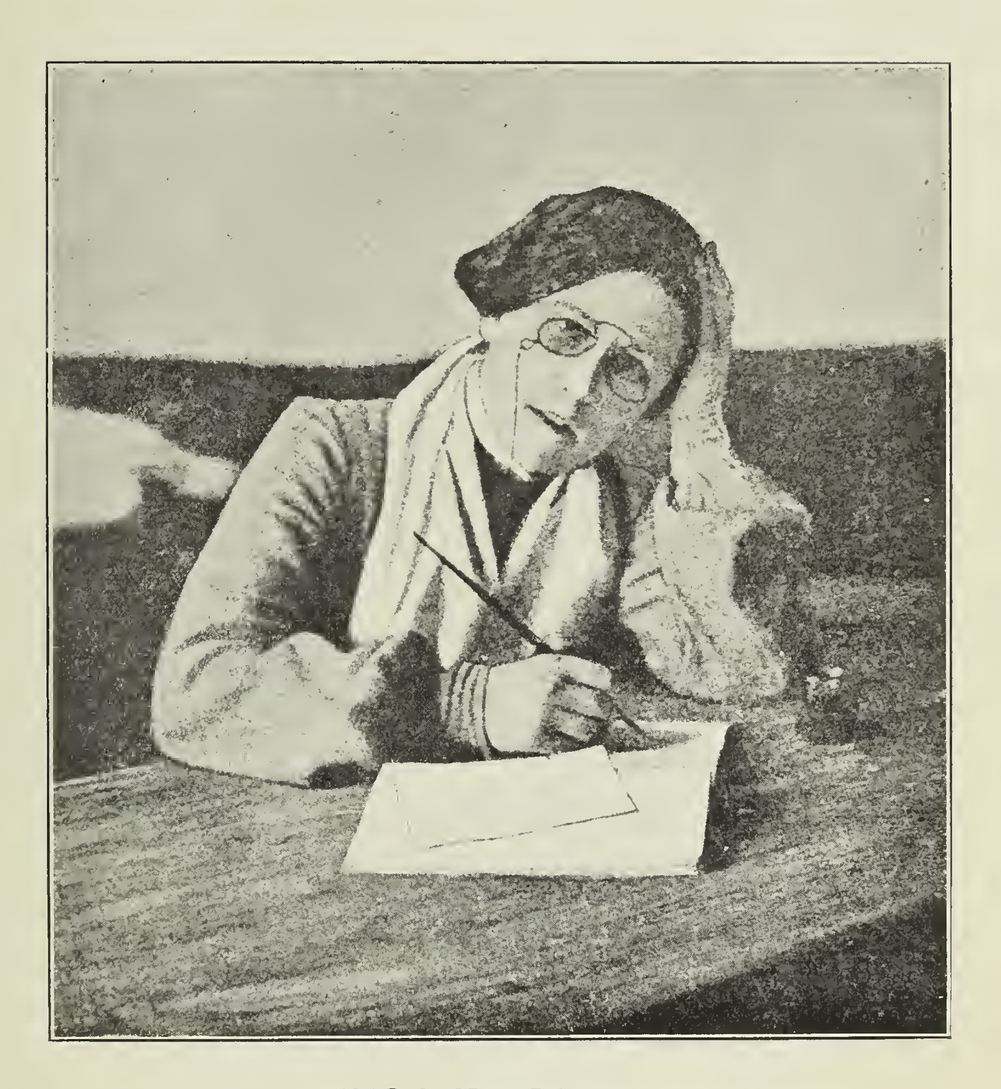
(ÉVÉNEMENTS DE JUILLET 1918)



GENÈVE — IMPRIMERIE REGGIANI
Rue du Diorama, 16

1918





MARIE SPIRIDONOVA



PARTI DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES
DE GAUCHE (INTERNATIONALISTES)

Par la lutte, tu obtiendras ton droit !

LA RUSSIE SOCIALISTE

(ÉVÉNEMENTS DE JUILLET 1918)



GENÈVE — IMPRIMERIE REGGIANI
Rue du Diorama, 16
—
1918

Tous les articles de ce recueil ont été écrits au mois de juillet 1918.

ORGANISATEURS ET PARTICIPANTS
DU SOULÈVEMENT DU 6 JUILLET 1918
FUSILLÉS A MOSCOU PAR ORDRE
DU GOUVERNEMENT BOLCHEVISTE
LE 13 JUILLET 1918

CAMARADES

V. ALEXANDROVITCH
A. JAROW
M. ZAGORIN
M. FILANOW
F. KABANOW
M. KOSTIOUK
I. KOSIN
I. BOUKRIN
A. IOUSCHMANOW
I. KOULAKOW
A. LOPOUKHINE
V. NIEMTZEW
S. PINIEGUINE

LE 10 AOUT 1918, A 5 HEURES DU SOIR
A ÉTÉ PENDU A KIEW
NOTRE CAMARADE

BORIS DONSKOÏ

QUI A TUÉ
LE FELD-MARÉCHAL VON EICHHORN
ET LE CAPITAINE VON DRESSLER
L'EXÉCUTION A ÉTÉ PUBLIQUE.
LA SENTENCE DE MORT
AVAIT ÉTÉ PRONONCÉE
PAR LE CONSEIL DE GUERRE
ALLEMAND.

MARIE SPIRIDONOVA

Marie Spiridonova, membre du Comité central du Parti des socialistes révolutionnaires de gauche, arrêtée à cause de la révolte récente des socialistes révolutionnaires de gauche à Moscou, a un magnifique et glorieux passé révolutionnaire.

Le 15 janvier 1906, Spiridonova a tué, conformément aux ordres du Comité du Parti socialiste révolutionnaire de Tambow, le général Loujenowsky, bien connu dans cette ville, et qui avait fait fustiger à mort et soumis à des supplices effroyables des paysans de la province de Tambow, coupables d'avoir participé à des révoltes agraires et politiques.

Spiridonova a tiré sur Loujenowsky au moment où celui-ci descendait d'un wagon à la station de Borisoglebsk.

Spirodonova a été arrêtée par des cosaques et a subi des tortures affreuses.

Tout le monde se souvient encore de la lettre qu'elle a publiée dans les journaux russes et dans laquelle elle racontait les terribles détails de ses souffrances.

Elle a été vengée quelque temps après : ses bourreaux, un officier cosaque et un commissaire de police ont été exécutés par les socialistes révolutionnaires.

Le 11 mars de la même année, Spiridonova a été condamnée à la mort par pendaison. Mais la grande agitation et les protestations soulevées par cette condamnation, aussi bien en Russie qu'en Europe, aboutit à la commutation de cette peine en celle des travaux forcés à perpétuité. La grande révolution russe a rendu la liberté à Spiridonova.

L'action terroriste, puis les souffrances du bagne et enfin la lutte dans les rangs d'un peuple en révolution, voilà le chemin parcouru par cet être de courage et de fermeté.

Libérée du bagne, elle est restée quelque temps en Sibérie où, dans plusieurs villes, notamment à Nertschinsk et Tchita, toutes les prisons, y compris celles des détenus de droit commun, ont été démolies sur son initiative. Son retour en Russie fut un véritable triomphe ; avec une énergie extraordinaire, un rare talent et une éloquence hors ligne, elle a recommencé son travail révolutionnaire, occupant une place en vue dans le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Le rétablissement de la peine de mort par Kerensky a provoqué de la part de Spirodonova une protestation indignée et d'une force peu commune. Elle écrivait en aout 1917 :

« Le rétablissement de la peine de mort est le couronnement d'une série de fautes politiques et d'une chute du moral révolutionnaire. Quel que soit le point de vue adopté, la peine de mort ne peut être justifiée. Cette institution est condamnée irrévocablement par toute la force de l'indignation populaire, par toutes les autorités scientifiques et par l'inutilité même de cet acte infâme.

« Quant au côté moral de cet assassinat judiciaire organisé, il ne vaut pas la peine d'en parler.

« Tout a été dit en son temps sur la peine capitale, et devant la multitude innombrable des héros exécutés par le régime tsariste et par le régime capitaliste et impérialiste du monde entier, nous ne nous sentons même plus la force de parler. »

La révolution d'octobre a mis Spirodonova à la tête de tout le mouvement paysan.

Depuis cette époque, elle a toujours été élue présidente de tous les Congrès paysans. Elle a été également chef de la section paysanne du Comité exécutif central. La question de l'application de la loi sur la socialisation des terres est devenue l'œuvre sacrée de sa vie. Toute son énergie profonde et sincère a été vouée à cette idée.

La réalisation de la paix de Brest-Litowsk, paix écrasante pour la Russie révolutionnaire, l'organisation de ces Comités de paysans pauvres qui ont désorganisé la campagne laborieuse et corrompu la saine notion de ce qui doit être la lutte des classes, tout cela a posé devant le Parti des socialistes révolutionnaires de gauche le problème d'une révolte ouverte ; le chef du parti, Spirodonova, a pris place en tête des révoltés. Son dévouement fanatique et sans pareil à la cause de la révolution a de nouveau fait refermer sur elle les portes de la prison.

Il y a quelques mois, elle écrivait :

« Si la révolution doit périr, alors qu'elle nous emporte dans le fracas de sa chute et dans sa ruine tragique ! Mieux vaut disparaître avec la révolution que de rester dans les prisons à subir des interrogatoires. Mieux vaut mourir que de supporter cette honte et cet outrage, qui sont insupportables quand ils se couvrent du nom du Peuple, que nous aimons et adorons, au service duquel nous avons voué toute notre vie et à qui nous sacrifions actuellement le reste de cette vie...

« Tuez-nous donc !...

« Morituri te salutant ! »

LES ÉVÉNEMENTS DU 4 AU 7 JUILLET A MOSCOU

La Russie révolutionnaire, de même que la Russie tout court, reste jusqu'à présent pour l'Européen, un pays de miracles et de surprises. Le réseau compliqué des intérêts sociaux et nationaux, la complexité des groupements politiques à l'intérieur de la Russie, les menées ténébreuses du capital européen autour de ce « pays de la révolution », tout cela forme un tableau assez confus et l'Europe en est réduite à se contenter de renseignements d'un caractère beaucoup trop général. Les *socialistes* révolutionnaires d'Europe ne souffrent pas moins de cette information insuffisante touchant les choses de Russie, et de là vient qu'ils ne sont à même, ni de comprendre eux-mêmes aussi bien qu'il le faudrait les destinées de la République des Soviets, ni de rendre sensibles à celles-ci le cœur des prolétaires européens.

Nous pouvons dire franchement que la première République d'ouvriers et de paysans que le monde ait vue est presque complètement *isolée,* que, ne se sentant pas appuyée effectivement par les ouvriers et les paysans des autres pays, elle souffre et lutte seule pour surmonter des difficultés inouïes et qui vont croissant de jour en jour. C'est là ce que le prolétariat d'Europe doit savoir d'une façon très précise, et, ce qui est encore plus important, savoir à temps.

Les premières journées et les premières semaines radieuses, qui suivirent la victoire des classes travailleuses en Russie, sont passées depuis longtemps. A présent, le moment est venu pour elles de lutter dans la douleur pour faire vivre *leur* Etat, pour le maintenir jusqu'au moment où les masses des travailleurs de l'Europe se réveilleront et entreront en action. La République des Soviets ne veut plus être seulement une grande « anonyme socialiste » ; elle désire être connue dans toutes ses œuvres et dans toutes les tâches qui lui incombent, parce que la Russie des travailleurs a le droit de dire au prolétariat européen, en lui déclarant ses revendications sociales et morales : « de tua re agitur » !

Nous avons parlé plus haut des difficultés de la révolution russe. Nous devons, la tristesse dans l'âme, parler en premier lieu de la plus terrible et de la plus périlleuse de ces difficultés. Nous

voulons parler de la révolte des socialistes-révolutionnaires de gauche à Moscou et dans d'autres villes, révolte qui était dirigée contre la politique actuelle du Gouvernement des Soviets. Nous devons exposer aussi complètement que possible et avec toute la sincérité dont nous sommes capables, l'origine historique et la signification de cet événement tragique.

Nous devons le faire non seulement parce que notre Parti a pris sur lui la responsabilité toute entière de cet événement, mais encore parce qu'à cette occasion les oppositions fondamentales qui déchirent la révolution sont apparues au grand jour.

Comprendre au point de vue politique et social la révolte des 6 et 7 juillet, assigner justement à chacun sa part de « faute » et de responsabilité, indiquer les conséquences qui en découlent, cela revient à suivre une fois la marche de notre révolution depuis le moment de l'acte funeste que fut la paix de Brest-Litowsk. C'est avec une grande douleur que nous parlerons de la révolte de Moscou, parce que le parti qui l'a soulevée et le parti contre lequel elle était dirigée, sont liés l'un à l'autre par une affinité sociale, parce qu'elle s'est déroulée à l'intérieur du camp de ceux qui, depuis le début de la révolution de mars de l'année passée, ont lutté ensemble, d'abord dans le domaine des idées et ensuite dans celui d'une organisation commune.

Et si cette lutte, cette lutte sanglante, mettait aux prises exclusivement des partis, des petits groupes d'intellectuels ou des comités, la révolution aurait pu passer son chemin avec douleur, mais passer tout de même à côté de cet obstacle qui se dressait sur son chemin. Mais la portée énorme, la portée *sociale* de cette lutte réside précisément dans le fait que le conflit s'est produit entre deux partis auxquels se rattachent les *masses* et qui représentent les couches les plus actives de la classe des travailleurs.

Ce ne sont pas de pures idées, des principes théoriques, qui ont lutté dans les rues de Moscou, mais des programmes réels auxquels se sont ralliés les masses populaires.

Le conflit actuel des socialistes-révolutionnaires de gauche et des bolcheviki est un conflit entre la partie active du prolétariat et la partie active des paysans travailleurs ; ces deux groupes ont pris une part égale à l'établissement de la République des Soviets et sont également intéressés à la victoire de la révolution sociale. Et quand nous passerons tout à l'heure à l'exposé de l'essence de nos divergences, il faudra toujours se souvenir que la lutte a mis aux prises deux troupes appartenant à un même camp de classe, au camp socialiste qu'une haute muraille sépare de tout le monde de la réaction bourgeoise ou du socialisme pseudo-révolutionnaire.

* * *

Qu'est-ce qui nous sépare des bolcheviki ? C'est l'absence de la chose qui, au plus fort de la révolution de novembre, a scellé notre union par le sang et dans la lutte. C'est l'abandon par les bolcheviki de la base même du socialisme international et révolutionnaire. Notre révolution, dès son début (au mois de mars), alors qu'elle n'apparaissait encore aux politiciens myopes, que

comme une révolution bourgeoise, dépendait déjà des conditions et de la situation internationales. Cette dépendance s'est fait voir encore plus clairement au mois de novembre, lorsque les classes laborieuses de la Russie ont arboré le drapeau de la révolte sociale.

Ce n'est pas seulement contre la bourgeoisie russe, mais contre le capital mondial que la République de Russie s'est dressée, formidable et majestueuse. Cette République réclamait non pas une paix séparée avec la coalition des Empires centraux, mais une paix internationale et révolutionnaire. Et il n'est pas étonnant que cette République, qui considérait comme ses amis de droit les exploités du monde entier, ait vu se dresser contre elle, de l'autre côté de la barricade sociale, les forces unies des capitalistes de tous les neutres et « alliés » aussi bien que belligérants.

Dans ces conditions, si la République des travailleurs de Russie pouvait sortir victorieuse de la lutte, ce n'était pas en luttant isolée, en engageant un combat singulier avec un impérialisme seulement, mais *en entraînant* dans cette lutte les masses populaires arriérées, passives ou peu conscientes d'Europe et d'Amérique.

La révolution russe n'était par conséquent pas un résultat ; ce n'était que *l'avant-garde* de la révolution internationale. Mais ce procès d'internationalisation de la lutte commencée en Russie, pouvait-il s'accomplir vite et facilement ? Absolument pas ! La révolution russe n'a jamais nourri de vains espoirs à ce sujet. Nous nous sommes bien rendu compte que les causes historiques qui ont amené les peuples d'Europe à la possibilité de cette guerre, ne sont pas faciles à supprimer. Par contre, nous nous rendions bien compte que les masses populaires d'Europe qui ne sont pas encore arrivées à la conscience de classe avaient besoin d'une lumière très forte, d'une lumière continue et éblouissante venant d'un pays qui, grâce à de nombreuses causes historiques, aurait pu le premier faire un pas décisif sur le chemin de la régénération révolutionnaire. Et nous, nous avons cru avec raison et nous croyons encore à présent, que c'est la République des Soviets de Russie qui a le privilège d'être cette « grande puissance » du socialisme et de la révolution, qui stimulera et accélèrera en Europe le « processus » révolutionnaire instinctif et inconscient engendré par la guerre actuelle, et qui n'aura qu'à prendre, poussé par la révolution russe, des formes nettes et susceptibles de vivre. Si la Russie des Soviets ne pouvait pas atteindre ce but par le seul fait de son existence, par ses appels et par sa propagande, elle serait prête à *continuer la lutte désespérée* contre les ennemis de classe (Allemagne ou Entente), afin d'inviter par sa vie et par sa mort les peuples d'Europe à l'imiter et à faire la révolutlon.

La révolution de novembre a constamment gardé cette signification pendant les premiers mois. L'époque des pourparlers de Brest-Litowsk a été celle de la lutte de la Russie socialiste avec l'impérialisme allemand, lutte menée pourtant dans l'intérêt des travailleurs *de tous les pays* contre les capitalistes *de tous les pays ;* de ce fait, les pourparlers de Brest-Litowsk marquaient non pas la fin de la lutte révolutionnaire, mais au contraire, le début d'une ère nouvelle de lutte prolétarienne pour la paix internationale et pour la révolution sociale. Pour le cas où les « pourparlers de paix » de Brest-Litowsk échoueraient, la Russie des Soviets se préparait non pas à la conclu-

sion d'une paix impérialiste, mais à une lutte nouvelle, que nous, socialistes-révolutionnaires de gauche, appelions *insurrection* et les bolcheviki guerre révolutionnaire.

C'est seulement dans cette pure atmosphère de lutte de classe intransigeante que pouvait vivre l'avant-garde de la révolution sociale et internationale, c'était tout à la fois une nécessité de principe et une condition d'opportunité.

* * *

Et pourtant il en est advenu autrement : le parti des bolcheviki, qui avait formé l'extrême-gauche à Zimmerwald, qui avait lutté vaillamment contre le gouvernement de Kerensky, qui avait pris l'initiative virile de la révolte de novembre, ce parti bolchéviste qui avait conduit les pourparlers à Brest-Litowsk, fit soudain une volte-face inattendue. A la première nouvelle de l'offensive des Allemands après la rupture des pourparlers de Brest, le courant capitulard, inséparable du nom de Lénine, devint prépondérant ; les adeptes de cette tendance prirent comme mot d'ordre : céder sur toute la ligne à l'impérialisme allemand afin de sauver la République des Soviets.

Le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche n'a pu se résigner à cette rupture avec toutes les traditions de la révolution sociale, et pour sauver l'esprit même de la révolution de novembre, les socialistes-révolutionnaires de gauche ont quitté le gouvernement.

Il est vrai qu'au quatrième Congrès des Soviets, la résolution du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, par laquelle celui-ci protestait contre la ratification de la paix de Brest, n'a obtenu que 300 voix contre 700 qui ont voté pour la paix. Nous avons quand même jugé nécessaire, sans rompre avec la République des Soviets comme telle, de soumettre nos divergences au jugement des masses populaires tout en continuant à travailler dans les institutions de la République autres que le Gouvernement suprême. Nous avons admis que la résolution acceptée au Congrès avait été dictée, non par un calcul minutieux des conséquences intérieures et internationales de ce vote, mais par le désir ardent de paix et de repos dont les masses paysannes et les soldats étaient animés en dépit de la raison de classe et en dépit de leur devoir révolutionnaire.

Et nous avons estimé également que la tâche du Parti socialiste ne consistait pas dans l'acquiescement à ce mouvement de *pacifisme* instinctif des masses, pacifisme empreint de fatigue et de réaction ; au contraire, notre tâche devait être d'imprimer à ce mouvement un caractère tel qu'il pût devenir un stimulant pour la suite de la lutte et le souder indissolublement aux aspirations *universelles* à la paix.

* * *

Les bolchevikis, restés seuls dans le Gouvernement des Soviets, ont pris sur eux toute la responsabilité concernant l'application du traité de paix de Brest-Litowsk ; mais depuis ce moment, la révolution des Soviets a cessé d'être une révolution *internationale,* pour devenir au contraire une révolution *nationale.* En effet, elle n'est plus, désormais, préoccupée avant tout d'influencer *sur* la politique de la démocratie internationale au nom des intérêts de celle-ci et de ses

propres intérêts. La révolution des Soviets s'est renfermée dans les limites de ses intérêts à elle, et elle louvoie en attendant que la démocratie internationale vienne *à son aide*. Depuis ce revirement, la révolution des Soviets a cessé d'être pour l'Europe impérialiste un ferment révolutionnaire. Bien plus, elle s'est efforcée de se soustraire aux regards avides de cette Europe impérialiste et de prolonger son existence en se tenant à l'écart.

A l'époque de lutte et de réalisations qui enthousiasmait les cœurs des prolétaires du monde entier, a succédé une époque de calculs pratiques, d'accords « diplomatiques » et de compromissions sans nombre. Si la révolution de mars elle-même a péri à cause de son union mortelle avec les puissances alliées qui lui ont imposé des buts étrangers, on imagine facilement ce que peut être la situation d'une *révolution sociale* liée par force avec l'impérialisme guerrier des Empires centraux.

L'influence internationale de la République des Soviets est tombée à zéro après la paix de Brest-Litowsk ; les socialistes d'Europe le savent d'ailleurs mieux que nous.

Cette période de déchéance de notre prestige révolutionnaire international a été largement exploitée par les impérialistes de tous les camps ; les uns comme les autres ont trouvé là un prétexte pour proclamer l'impuissance d'une révolution prolétarienne et pour attiser et sauver de l'extinction les passions chauvinistes de leurs peuples.

* * *

Mais la République des Soviets n'a pas seulement cessé d'être internationale ; elle n'a pu subsister même dans ses cadres nationaux. Si, à l'extérieure, l'influence de la paix de Brest-Litowsk n'a rien de révolutionnaire, à l'intérieur, elle a opéré dans un sens nettement *contre-révolutionnaire*.

L'impérialisme allemand, comme on pouvait d'ailleurs le prévoir, a envisagé la paix de Brest-Litowsk comme une carte blanche pour sa politique future en Russie. Avant tout, les Allemands ont commencé, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, à occuper par la force armée les provinces de la Russie les unes après les autres. L'Impérialisme allemand a privé ainsi les Soviets du concours de millions de travailleurs déjà familiarisés avec le nouvel ordre social et qui en constituaient la force.

D'un autre côté, les Allemands ont privé l'Etat des ouvriers et des paysans de ses ressources les plus nécessaires (blé, charbon, fer, pétrole). Pis encore, dans beaucoup de provinces, l'impérialisme allemand crée ou appuie des gouvernements qui, manifestement, ne reposent pas sur la souveraineté du peuple, et qui, néanmoins, abolissent le pouvoir des Soviets.

C'est de cette façon que sous le couvert de la paix de Brest-Litowsk, les Allemands ont créé le gouvernement de Skoropadsky en Ukraine, celui de Krasnow sur le Don, celui de Soulkewitch en Crimée, gouvernements qui ne sauraient être, vis-à-vis du Gouvernement rouge de la

Russie, que des gouvernements *blancs,* des gouvernements de Vendéens modernes, d'émigrés revenus de quelque nouveau Coblentz.

Toutes ces créations politiques, mises sur pied au vu et au su des Soviets, favorisent les desseins de l'Entente et soutiennent celle-ci au sein des partis russes.

L'Entente, craignant de manquer une occasion d'exploiter à son profit les richesses naturelles de la Russie (matières premières et matériel humain), s'efforce de contrecarrer l'infiltration « pacifique » du capital allemand en Russie. L'Entente fait des plans en vue d' «aider » la Russie à intervenir en sa faveur. Elle occupe successivement Vladivostok et la côte mourmane. Elle suscite le mouvement des Tchéco-Slovaques. La République des Sovieis devient de ce fait une arène de lutte ouverte entre deux coalitions capitalistes. Les partis sympathisant avec l'Entente et voulant ressaisir le pouvoir (les socialistes révolutionnaires de droite, les menchéviki, les cadets, etc.) soutiennent moralement et matériellement tous ces mouvements et se servent de la devise populaire de « lutte contre l'impérialisme allemand » ; en même temps, ils poursuivent en cachette la réalisation de leurs plans politiques.

Enfin, sous la pression de la botte prussienne, la République des Soviets n'est plus capable de réaliser aucune de ses grandes réformes sociales; les banques, les sociétés par actions, les emprunts, les terres et les maisons, tous ces moyens de production sur lesquels la République des Soviets avait mis la main afin d'en transférer la jouissance aux masses populaires, tous ces biens, disons-nous, passent graduellement mais infailliblement, soit directement, soit indirectement (prête-nom, « tutelle »), aux mains de capitalistes allemands. autrichiens, ukrainiens, retranchés derrière les clauses de la paix de Brest-Litowsk. La République des Soviets est de moins en moins maîtresse des richesses naturelles de son pays. Elle peut encore, au point de vue formel, les nationaliser, mais elle ne peut plus réellement les transmettre aux mains *du peuple.*

Dans ces conditions, le pouvoir des Soviets devient de plus en plus *une fiction,* une apparence. Ce pouvoir, incapable de faire quoi que ce soit au point de vue international, se trouve également impuissant dans la politique intérieure. Tous les chemins qui mènent vers la liberté économique, vers l'augmentation du bien-être de la classe des travailleurs, vers le renforcement du pouvoir des ouvriers et des paysans sont barricadés par la lettre et la pratique du traité de Brest-Litowsk. L'existence même du gouvernement est devenue semblable à celle de la Rada de Kief, que l'Allemagne a supportée seulement aussi longtemps qu'elle s'est montrée docile à ses ordres. Le pouvoir des Soviets ne subsiste en fait que par la grâce de l'impérialisme allemand. Est-il étonnant que, dans ces conditions, la paix de Brest-Litowsk ait eu pour résultat la baisse de l'esprit révolutionnaire dans tout le pays, l'absence de foi dans ses forces et dans l'avenir de la Révolution ? Est-il étonnant que cette décadence de l'esprit révolutionnaire ait permis aux partis socialistes modérés (les menchéviki, par exemple) d'acquérir toujours plus de partisans dans les milieux ouvriers ?

A ce déclin lent mais certain des Soviets, il fallait, coûte que coûte, mettre un terme. C'est

le Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche qui a pris sur lui l'initiative de modifier radicalement l'orientation de la politique des Soviets. Ceci est naturel, car il n'y a en Russie aucun autre parti qui soit pour les Soviets et qui soit également hostile à l'impérialisme des Centraux et à l'impérialisme des Alliés tout ensemble.

C'est sous le drapeau du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche que sont venus se ranger les ouvriers et les paysans de nombreuses provinces russes, et beaucoup de congrès de Soviets provinciaux se sont ralliés à l'idée du *sabotage voulu de la paix de Brest-Litowsk*, préconisé par les socialistes révolutionnaires de gauche.

Au cinquième Congrès des Soviets, qui a eu lieu le 4 luillet à Moscou, le 40 % des participants ont admis leur point de vue.

Le développement de notre parti témoigne de l'évolution de la conscience des masses, relativement à la paix de Brest-Litowsk et à la politique des Soviets. En même temps, l'Ukraine paysanne, cette plaie vive sur le corps de la Révolution, lutte à outrance et sans relâche, dans un combat inégal, contre l'occupation allemande, en attendant que la Russie entière vienne à son secours.

Le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche a pris sur lui de changer et d'orienter la politique des Soviets dans un sens opposé à celui qu'elle a suivi jusqu'ici. Et pour exercer une pression plus intense, le parti a décidé de mettre le pouvoir des Soviets en présence de faits accomplis. L'assassinat de l'ambassadeur d'Allemagne, Mirbach, est un de ces faits accomplis.

Le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche n'a pas commencé les hostilités *dans le but de renverser le pouvoir des bolcheviki*; il n'agit pas contre le pouvoir des Soviets en général, ni dans le but de saisir le pouvoir: mais il a voulu créer, *contre* la vòlonté des bolchevikis, une atmosphère politique qui les forcerait à changer leur orientation politique.

Ce n'est pas à la guerre contre l'Allemagne aux côtés de l'Entente, ce n'est pas pour l'impérialisme « allié » et contre l'impérialisme allemand que le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche invite le peuple. Non, il fait appel à une *insurrection*, indépendante de toute influence impérialiste, du peuple travailleur contre ses ennemis de classe; il convie les travailleurs à une *guerre civile* contre la bourgeoisie étrangère, à une guerre civile semblable à celle qu'il a faite avec tant de succès à l'intérieur de la Russie contre la bourgeoisie nationale. Et par là, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui réclame le retour aux maximes de la révolution de novembre, met un fossé infranchissable entre lui et les socialistes révolutionnaires de droite (Kerensky et Savinkof en tête); ces derniers voudraient de nouveau faire du peuple révolutionnaire de Russie un instrument des desseins de l'Entente luttant soi-disant pour la liberté. Les bolcheviki n'ont pas voulu, lors de ce Congrès des Soviets, changer leur tactique. Au contraire, la résolution acceptée par eux souligne que « la tâche principale des Soviets et de leur gouvernement consiste dans le maintien de la paix. Les ouvriers et paysans n'auront à défendre le pays

contre les impérialistes qu'en cas d'invasion étrangère. » Comme si « la paix » avait existé à ce moment en Russie et comme si l'invasion étrangère avait été encore en perspective !!

Ainsi, la fiction fatale est maintenue; mais à présent, elle l'est sans la participation et *contre la volonté* du second parti de la République des Soviets, du parti qui représente les intérêts sociaux d'une grande partie du prolétariat *et de tous les paysans travailleurs.* Une telle situation ne peut durer, cela va sans dire. C'est un péril évident pour les deux partis socialistes de Russie, c'est une menace pour l'existence même de la République des Soviets, parce qu'on ne peut pas dire que le parti des socialistes révolutionnaires de gauche est contre-révolutionnaire ; on ne peut pas davantage le qualifier de petite coterie de rêveurs et d'intellectuels.

Tout son passé, ainsi que son importance numérique, réduit à néant l'une et l'autre de ces allégations. Actuellement, ce parti proclame la *vérité* révolutionnaire contre une fiction révolutionnaire. Il déclare que *la République des Soviets*, entourée d'ennemis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, *ne peut subsister* elle-même et appeler à la vie de nouvelles formations socialistes *qu'en luttant contre ce monde d'ennemis.*

Cette République doit sortir de l'étroitesse des limites nationales et reprendre une envergure internationale. Autrement, elle périra prochainement, et en tout cas *avant* que la révolution éclate en Europe. Cette vérité, qui était à la base de toute la tactique de la révolution de novembre, est prouvée une fois de plus par l'exemple de la période postérieure à la paix de Brest-Litowsk. Cette vérité, conquise dans les souffrances par la Russie des Soviets, redeviendra tôt ou tard le fil directeur de la conduite des bolcheviki.

Toutefois, la révolution sociale a un intérêt primordial à ce que cela arrive le plus tôt possible. Et c'est par la reconnaissance de cette vérité qu'un nouveau *rapprochement* et une *réconciliation* des deux partis frères, des deux classes de frères travailleurs, deviendra possible.

Nous portons notre différend devant le tribunal des socialistes du monde entier.

Ils savent que le feu allumé à l'Orient de l'Europe promet la lumière et la chaleur à toute l'humanité laborieuse. Ils savent que la première République des travailleurs est leur propre espoir et leur propre chemin vers l'avenir. Et s'ils ne peuvent pas, pour le moment, seconder les Soviets par une lutte active, ils doivent méditer profondément le drame de notre révotution sociale et, de concert avec nous, tracer la voie de son développement à venir.

Car nous disons et répétons encore une fois au prolétariat européen : *De tua re agitur !*

I. STEINBERG.

DEUX RÉSOLUTIONS

(HISTOIRE DES DIVERGENCES ENTRE PARTIS AU SEIN DES SOVIETS)

Résolution touchant la question de paix, proposée par la fraction des Socialistes-révolutionnaires de gauche à la Conférence des Soviets du 16 mars 1918

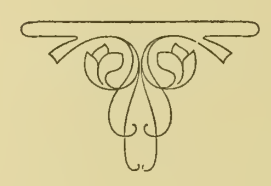
Après avoir examiné les conditions de l'ultimatum adressées par l'impérialisme allemand à la République socialiste fédérative des Soviets et que la délégation de Brest-Litovsk a signées, la quatrième conférence des Soviets des députés paysans, soldats et ouvriers, s'oppose énergiquement à l'acceptation de ces conditions qu'elle juge funestes pour la Révolution russe et la Révolution internationale.

La conférence fait appel aux travailleurs de tous les pays et en premier lieu à ceux d'Allemagne, afin qu'ils lèvent le drapeau de la révolte pour sauver la première République socialiste du monde de l'attentat contre-révolutionnaire de l'impérialisme mondial. Comptant sur l'appui de la social-démocratie internationale, la conférence invite toute la population laborieuse de la Russie à répondre par un soulévement armé aux appétits rapaces de l'impérialisme mondial, dont le but est d'étrangler la Révolution russe et toutes les conquêtes sociales de la population agricole et du prolétariat. La conférence croit fermement que la Russie révolutionnaire trouvera en elle assez de force et de ressources pour organiser la résistance et assurer aux paysans le partage des terres, au prolétariat le droit du produit intégral de son travail, et à tout le peuple, la République des Soviets, jusqu'à l'heure où les peuples soulevés d'Occident viendront à son secours. Vive la Révolution russe socialiste ! Vive la Révolution internationale !

Déclaration de la fraction du parti des Socialistes-Révolutionnaires de gauche touchant la ratification de paix par la quatrième Conférence des Soviets (16 mars 1918)

Considérant que la ratification du traité de paix avec l'Allemagne est en opposition flagrante avec le programme international de Russie de la révolution sociale naissante et constitue aux yeux de l'Internationale de tous les pays, une capitulation, le parti des socialistes révolutionnaires de gauche, conformément à son attitude antérieure, proclame à la face de toute la Russie des travailleurs que le parti se déclare délié de toute obligation concernant l'exécution des conditions du traité ; il se voit même dans la nécessité de déployer toute son énergie en vue de l'organisation des masses des travailleurs pour la lutte contre l'offensive de l'impérialisme mondial.

Devant la situation créée par la ratification du traité, le parti se voit forcé de rappeler du Conseil des Commissaires du peuple, tous ses représentants. Néanmoins, le parti considère comme de son devoir d'assurer au Conseil des Commissaires du peuple, son appui et sa coopération aussi longtemps que le dit Soviet maintiendra le programme de la Révolution d'octobre.



LE TERRORISME COMME MOYEN D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Le meurtre du comte de Mirbach a soulevé dans les rangs de la démocratie socialiste et révolutionnaire une discussion sur le terrorisme, son opportunité, sa nécessité et sa légitimité, en tant que moyen de lutte révolutionnaire. C'est, depuis la guerre, la deuxième fois qu'un coup de feu provoque semblable débat. Il y a deux ans, l'acte héroïque de Fritz Adler remit cette question à l'ordre du jour des délibérations socialistes. Après les événements de Moscou, la revision du programme des partis socialistes de tous les pays, en ce qui concerne la question du terrorisme, est devenue inévitable. Cette question était depuis longtemps résolue pour le parti des socialistes révolutionnaires et en particulier pour la fraction gauche, qui s'en était détachée. Dans les congrès socialistes internationaux, nos représentants furent peut-être les seuls à défendre cette méthode propre à agir sur les masses ; mais l'auditoire se composait en grande partie de représentants de l'indécision bourgeoise au sein du socialisme. Le socialisme militant d'Occident n'a pas encore reçu le baptême du feu, et cette propagande violente est étrangère à la mentalité et aux théories des chefs socialistes de la plupart des pays d'Europe. Car ceux-ci étaient d'avis qu'il était utopique et peu conforme aux doctrines scientifiques de fonder de trop grandes espérances sur l'exemple individuel et que le rôle du chef était exagéré dans la conception qui est celle du parti de l'action révolntionnaire.

A présent, disent-ils, le temps est aux conflits des masses ; la direction externe imprimée aux masses par un chef, un individu, est devenue chose secondaire et le cède en importance aux puissants facteurs internes du mouvement des masses.

Nous n'avons jamais compris que l'on pût opposer l'acte individuel au mouvement collectif des masses. Ne se complètent-ils pas ? Ne sont-ils pas les anneaux d'une même chaîne dans l'évolution de l'action révolutionnaire ?

Tous les stratèges du monde se sont servis et se servent encore du terrorisme comme d'un

procédé de guerre et en font une méthode d'action directe. Les anciens Romains, qui étaient les premiers soldats du monde, recouraient à la tactique terroriste dans leurs expéditions.

Les troupes armées des pieds à la tête étaient précédées d'archers n'ayant que leurs arcs et leurs flèches. Les légions arrivaient devant le camp ennemi, plantaient leurs tentes, creusaient des tranchées et attendaient.

Les archers légèrement armés s'élançaient avec l'ardeur féroce d'un tigre, en poussant des cris de forcenés, semant ainsi dans les rangs ennemis la terreur et la consternation. Et lorsque l'ennemi, terrorisé, ahuri par l'attaque foudroyante, cherchant en vain à se garantir contre l'invisible menace de mort, voulait fuir, les légions se ruaient sur lui et achevaient l'œuvre de l'avant-garde. Mais malheur aux archers légers si les guerriers armés de pied en cap ne les suivaient pas de près, en rangs serrés. Malheur à eux, si leur élan magnifique et leurs cris d'appel restaient sans réponse parmi les leurs. Alors leur perte était inévitable. L'ennemi, remis de sa surprise, s'abattait sur les intrépides assaillants. Mais cette perspective était-elle faite pour les arrêter ? Jetteraient-ils pour cela leurs arcs et leurs fléches ? Refouleraient-ils leur ardeur belliqueuse ? Non ! le doute n'arrêtait pas la main du combattant ; son cri résonnait avec plus d'éclat, il visait avec plus de sûreté, car il savait que sa bravoure était le gage de la victoire.

Est-il possible d'opposer l'action de ces lutteurs isolés à celles des masses coalisées ? Non, au contraire ! Les combattants d'avant-garde, en semant l'épouvante et le désarroi dans les rangs ennemis, renforcent l'armée de la liberté qui les suit. Ainsi, elle pourra s'avancer vers le camp en déroute et anéantir son ennemi. De même, les premières opérations de guerre des terroristes ne sont que la préparation de la lutte à venir. Et elles n'ont un sens et une portée que lorsqu'elles servent de signal du combat. Si elles n'agissent pas sur la masse et n'y provoquent pas une action immédiate, elles sont insensées et sans valeur. Les combattants sont alors infailliblement voués à la perte, si leur appel martial retentit dans le vide, s'il ne pénètre pas dans le cœur de la masse.

Mais cette idée pourrait-elle les arrêter ? Non, car il est évident que leur effort tend avant tout à donner plus d'ampleur, plus de vigueur au signal du ralliement.

Cette théorie de l'action directe a été brillamment justifiée par les événements de Moscou. Pour le socialiste, pour le révolutionnaire encore plus que pour tout autre homme, l'effusion du sang humain est toujours douloureuse et cruelle, car c'est pour l'homme, pour sa libération qu'il lutte. Mais le sang ne saurait arrêter le révolutionnaire, s'il lui barre le chemin conduisant à l'ère radieuse de l'homme nouveau dans l'humanité régénérée.

Tout sang versé sans but, sans utilité est aux yeux du révolutionnaire, un malheur et une cruauté. Aussi, est-il extrêmement prudent dans le choix des moyens de lutte et il a un respect très grand de la vie humaine. S'il s'est décidé à verser le sang, c'est qu'il se heurte à des barrières qu'il ne peut franchir qu'en marchant sur des cadavres. La Russie est arrivée au pied de ce mur...

Réduite à la même échelle que les événements mondiaux, toute notre Révolution ne consti-

tue qu'un acte de terrorisme. La Russie représente le lutteur d'avant-garde de la grande armée du travail. Et malheur à la Russie. si l'armée nouvelle de la liberté ne la suit pas. Seule la foi en ce soulèvement universel peut guider l'âme de ses lutteurs ! Ils savent que l'armée mondiale de l'Internationale marche sur leurs pas, que le grand incendie mondial va s'allumer, que le cri des premiers archers de la liberté et du bonheur des peuples ne restera pas sans réponse, que l'armée du prolétariat soulevé et libéré accourra, pour suivre la flèche puissante qui, la première, a mortellement atteint le corps sénile du vieux monde agonisant. Mais il faut que le coup soit rude et l'élan magnifique, que le cri de guerre rallume le feu de la bataille dans les cœurs indifférents, que la flamme d'une vie nouvelle brûle le cadavre d'un passé qui a vécu. Il faut que, dans tous les domaiues du patrimoine de l'humanité, les forces atteignent une ampleur, une magnificence extrêmes. Toutes les conquêtes de la Révolution russe sont un appel au drapeau rouge, sous lequel viendra se ranger la grande armée mondiale de la force nouvelle. Et tout facteur qui affaiblirait la vigueur de l'élan révolutionnaire ne ferait que retarder le triomphe de la Révolution mondiale.

Nous considérons donc que la paix de Brest-Litowsk est un acte anti-révolutionnaire et funeste à la Révolution mondiale. Elle a émoussé les pointes acérées de nos flèches ; elle a étouffé nos cris d'appel, elle a versé dans le nectar qui enivrait les peuples de la soif brûlante de la liberté le poison de la faiblesse, de l'humilité et de la passivité devant la force du poing.

La signature de ce témoignage de débilité de la Révolution a acculé la Russie dans une sombre impasse. Pour qu'elle puisse en sortir et reprendre ses forces, il faut qu'on l'aide à rompre ses liens, à reconquérir la liberté et le droit de combattre et d'appeler au secours.

Afin d'atteindre ce but, le seul qui puisse résoudre le grave problème du salut de la Révolution russe, en la sauvant de la gueule de l'hydre impérialiste, notre parti a résolu de recourir dans la lutte aux procédés terroristes.

Le meurtre de Mirbach serait inutile, insensé même, s'il n'était pas la goutte qui fait déborder la coupe, s'il n'avait pas provoqué le soulèvement des travailleurs au nom du salut de la Révolution.

Quant à ce soulèvement, il est la confirmation de nos principes terroristes. L'abcès est mûr et n'attend plus que le coup de lancette d'un chirurgien habile.

L'esprit des masses et leur volonté d'agir aussi sont arrivés à maturité et ont atteint leur plus grand élan. Mais il manquait une impulsion capable de faire descendre l'armée dans l'arène, il manquait une incitation directe.

En tuant Mirbach, le parti n'a pas seulement tué le diplomate habile et rusé qui enserrait la Russie révolutionnaire dans le cercle étroit de ses intrigues, mais il a abattu aussi un symbole de l'oppression. De même que Fritz Adler, lorsqu'il abattit le comte Stürgkh, ne visait pas l'individu médiocre et sans importance, mais supprimait en lui la personnification de l'oppression, de la guerre et du sang.

Le soulèvement entrepris au nom de la Révolution ne fut pas couronné d'un facile et rapide succès. L'élan du peuple fut noyé dans l'océan de sang de nos camarades, que le gouvernement révolutionnaire a fusillés. Les buts poursuivis par notre parti ne sont pas encore atteints. Néanmoins, l'œuvre commencée à Moscou ne sera pas perdue. Une lutte acharnée, tenace, se prépare pour le salut de la Révolution, pour la victoire des principes proclamés en octobre 1917.

On ne peut arrêter la masse insurgée. On ue saurait éteindre l'incendie attisé par la tempête du courroux populaire. Rien n'effacera les traces du sang de nos camarades martyrs. Leur sacrifice doit être justifié. C'est pour le salut de la Révolution que leur sang a coulé dans les journées tragiques de juillet. Ce sang est le gage de la Renaissance russe.

A. SCHREIDER.



NOS ALLIÉS DANS LE CAMP DE NOS ADVERSAIRES

On s'imagine dans les milieux socialistes de l'Europe que la controverse au sujet de la paix de Brest-Litowsk et de la capitulation de la République des Soviets n'a lieu qu'entre les bolcheviki d'une part et les socialistes-révolutionnaires de gauche d'autre part. Pour l'Europe, soit ennemie, soit amie, le parti des bolcheviki est un parti uni et unanime, dont tous les adhérents sans exception acceptent le traité de Brest-Litowsk et approuvent le cours de la politique gouvernementale postérieure à ce traité. Les chefs du parti bolcheviste croient confirmer de la sorte dans l'opinion de l'Europe la croyance en la force et en la solidité du régime soviétiste ; mais ils ne s'apercoivent pas, que par ces moyens-là, il ne font que continuer la tactique habituelle des gouvernements bourgeois, qui feignent, pour les yeux de l'étranger, de jouir de « l'union sacrée » chez eux.

D'autre part, beaucoup de socialistes d'Europe, dévoués sincèrement à la cause de la république soviétiste en Russie, mais qui, sur beaucoup de points, ne peuvent approuver sa politique, ni surtout le cours suivi par celle-ci depuis la capitulation de Brest-Litowsk, se font scrupule d'exprimer ouvertement leur opinion.

Ils partent de la considération, que la situation internationale des Soviets est encore si instable que toute critique peut leur nuire, ou bien de la considération, que les socialistes d'Europe, qui n'ont pas su jusqu'à présent appuyer effectivement les Soviets, n'ont pas le *droit* de critiquer leurs méthodes d'action. Quelle que soit la valeur morale de ces dernières considérations, nous ne pensons pourtant pas qu'on puisse les justifier *politiquement*.

Car le silence de la critique en Russie et de la critique des socialistes d'Europe concourent à donner à la révolution et à son développement un aspect complètement différent de la réalité.

Au lieu d'une œuvre sociale de création collective et critique, on voit apparaître une action *officielle*, sèche et unilatérale encore que ce soit celle d'un gouvernement socialiste.

Nous pensons pourtant que ni le devoir, ni la conscience non plus, n'ordonnent à nos

camarades d'Europe de rester devant la République des Soviets dans l'attitude du respect et du silence.

Au contraire, la connaissance exacte de toutes les tristesses et de toutes les joies de cette république, leur examen public sur le forum socialiste de l'Europe, voilà le premier devoir et le premier *droit* de nos camarades européens.

A l'intérieur du parti de bolcheviki, l'unité d'opinion n'existe pas en ce qui touche les questions brûlantes d'actualité.

A la veille de la conclusion de la paix de Brest-Litowsk, la majorité des membres du Comité central de ce parti se rattachait encore au courant révolutionnaire conséquent. Ce n'est qu'après la nouvelle invasion allemande, commencée à la fin de février, que la tendance de Lénine, soutenant la nécessité de conclure la paix, l'a emporté.

Par suite de la victoire de ce courant, Trotsky a quitté son poste de Commissaire pour les affaires étrangères. Les membres du parti appartenant à la minorité sont sortis du Comité central.

Ceux des bolcheviki qui étaient restés en minorité, s'intitulèrent « bolcheviki de gauche » et continuèrent de lutter contre la tendance de Lénine. A leur tête se trouvent Boukharine, Radeck, Kollontay.

Au quatrième congrès des Soviets, qui délibéra sur la ratification de la paix de Brest-Litowsk, leurs délégués (au nombre de soixante-dix) n'ont pas défendu ouvertement leur point de vue, mais se sont seulement *abstenus* du vote, après avoir fait une déclaration motivée.

Ainsi le voulait leur discipline de parti, dont l'influence désastreuse est apparue ici pour la première fois. Dès ce moment, la lutte contre la paix de Brest-Litowsk et contre ses conséquences, j'entends la lutte menée au point de vue de la République soviétiste et du socialisme révolutionnaire, est devenue l'affaire du seul parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Quant aux bolcheviki de gauche, ils se sont bornés à exposer et expliquer leur point de vue au sein de leur parti. Ils ont fondé le journal *Le Communiste*, qui a réuni autour de lui la majorité écrasante des sommités scientifiques nommées plus haut, et en outre Pokrovsky, Lomoff, Obolensky, Bronsky, Préobragensky. Leur critique théorique, toujours plus étendue, a dépassé les cadres de la politique extérieure, car la paix de Brest-Litowsk a ouvert une ère de compromis entre le pouvoir soviétiste et la bourgeoisie étrangère et nationale.

Nous citerons ici une partie des thèses du nº 1 de *Communiste*, pour caractériser un point de vue qui, quoique bolcheviste, diffère de celui qui est momentanément lié au nom de Lénine.

1... Au commencement de mars (c'est-à-dire au quatrième congrès des Soviets), la révolution prolétaire-paysanne s'est trouvée devant ce dilemme : accepter le combat ou bien l'éviter, c'est-à-dire signer la paix de Brest-Litowsk. La majorité décisive des organisations d'ouvriers, de soldats et de paysans, a choisi la dernière voie.

Cette majorité était composée de représentants de la masse des soldats las et déclassés, de représentants d'une partie des ouvriers de la zone industrielle septentrionale de la Russie. Dans

cette dernière région, où l'on ne recevait plus du sud de la Russie les matières premières, le charbon et le blé, le désarroi économique général avait amené la famine, et provoqué une décadence très sensible de l'industrie, le chômage, l'interruption du travail régulier et productif, et, par conséquent, une tendance au déclassement du prolétariat, c'est-à-dire à l'affaiblissement de son unité et de sa conscience de classe, et en tout cas à l'amoindrissement de sa combativité. Il y avait enfin parmi ceux qui ne voulurent pas accepter le combat des représentants de paysans affamés à cause de la guerre, de la mauvaise récolte, les difficultés de ravitailiement et du désordre régnant dans l'industrie de villes ; des paysans de la région industrielle du nord et du centre. Les ouvriers et les paysans des régions du sud, du sud-est et de l'Oural, économiquement plus forts et mieux pourvus de blé, étaient pour la plupart disposés à accepter la lutte. Mais leur avis ne l'emporta pas.

Pour conserver le nord industriel, qui était autrefois le centre de la révolution, la paix fut conclue, mais au prix de la séparation du nord industriel d'avec le sud industriel plus riche en blé.

2... Mais dans leur appréciation de la situation créée par la paix de Brest-Litowsk, les communistes prolétaires ne peuvent pas se baser uniquement sur ces faits-là ; ils ne peuvent pas se mettre au niveau de la mentalité de cette partie arriérée, pauvre et inerte de l'un des détachements du prolétariat et des paysans russes. Dans la définition de leur tâche, ils tiennent compte des intérêts des ouvriers de la Russie entière, pris dans leur ensemble, et ils relient ces problèmes à ceux du mouvement révolutionnaire international qui va croissant.

Non! conserver à tout prix les conquêtes des ouvriers et des paysans sur le territoire réduit aux limites actuelles de la République des Soviets, le conserver au prix du sacrifice de ses conquêtes sur l'étendue du reste de la Russie et en se résignant à une régénération du régime soviétiste actuel par la petite bourgeoisie, tel ne saurait être leur but. Il consiste au contraire dans le développement et la consolidation de toute la Russie, comme détachement de la révolution internationale ouvrière, contre l'impérialisme international ; telle est la direction fondamentale de leur conduite politique.

5... La conclusion de la paix exerce une influence négative sur l'essor moral et idéologique de la révolution internationale. L'influence de la révolution russe sur le monde ouvrier international a faibli par suite de sa capitulation devant l'impérialisme international (cessation de la propagande révolutionnaire sur le front, abandon de la politique consistant à dévoiler l'impérialisme international, perspective d'une politique intérieure « modérée » en Russie)

Les tentatives de manœuvres diplomatiques faites par le pouvoir soviétiste ne peuvent pas non plus enthousiasmer le prolétariat international puisqu'elles démonttent non la force de la révolution, mais sa faiblesse.

6... Les plans des impérialistes allemands, lors de la conclusion de la paix, peuvent se ramener à ce qui suit : D'une part il semblait avantageux d'ajourner l'occupation militaire du nord de la Russie, le renversement du pouvoir des Soviets et la main-mise sur la vie économique du

nord de la Russie ; d'autre part il était important de soumettre à l'influence de l'impérialisme allemand et d'exploiter pour les besoins du capital allemand le sud industriel et fertile en blé ; troisièmement, en isolant le nord du sud et en déterminant par là la décomposition économique naturelle du nord, en exerçant un contrôle sur les sources des matières premières et du blé qui ravitaillent le nord, en utilisant les points stratégiques occupés dans le nord et les nouvelles annexions partielles en vue d'une pression armée, l'impérialisme allemand comptait prendre effectivement le nord dans les tentacules du capital financier allemand, détruire les conquêtes sociales de la révolution ouvrière, et, par là, extirper radicalement le pouvoir soviétiste.

10... Deux voies s'ouvrent devant le parti du prolétariat. L'une d'elles, c'est la défense et la consolidation de la partie encore intacte de l'Etat soviétiste. Cette voie peut être justifiée (en paroles) par l'intention de conserver coûte que coûte pour la révolution internationale les forces révolutionnaires et le pouvoir soviétiste, fût-ce dans la Grande Russie seulement.

11... Le programme économique et politique éventuel, qui est à prévoir en cas d'observation logique de cette tendance est la suivante :

Dans le domaine de la politique extérieure, la tactique du dévoilement de l'impérialisme cède la place aux manœuvres diplomatiques de l'Etat russe parmi les puissances impérialistes.

La politique économique correspondant à ce « cours » doit se développer dans la direction du compromis, de l'accord avec les brasseurs d'affaires, tant « nationaux » qu'internationaux, cachés derrière le dos des premiers.

La dénationalisation des banques, tout au moins sous une forme déguisée, est logiquement inséparable de compromis semblables.

12... La politique décrite ci-dessus est éminemment périlleuse pour la cause du prolétariat russe et international. Elle consolidera la séparation de la république soviétiste « grande-russienne » d'avec le monde révolutionnaire pan-russe et international, séparation, commencée par la paix de Brest-Litowsk. Cette attitude renfermera la république soviétiste dans les cadres d'un Etat national à régime économique transitoire et sous le régime politique de la petite bourgeoisie.

Dans le domaine de la politique extérieure, vu la faiblesse inévitable de la diplomatie soviétiste et la faiblesse de l'influence soviétiste sur le champ de lutte impérialiste international, cette politique liera la république soviétiste à l'impérialisme, en la détachant du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Elle affaiblira encore davantage l'importance du pouvoir soviétiste et celle de la révolution russe.

Dans l'intérieur du pays, elle renforcera l'influence économique et politique de la bourgeoisie russe et internationale, et, par conséquent, la contre-révolution.

13... Les communistes prolétaires pensent qu'il faut choisir une autre politique. Ce qu'il faut, ce n'est pas conserver l'oasis soviétiste dans le nord de la Russie au moyen de concessions, qui la transforment en un Etat à régime petit-bourgeois.

Ce n'est pas non plus le passage au... « travail organique ».

La révolution ouvrière russe ne peut pas, « pour se conserver », s'écarter de la voie révolutionnaire internationale, en évitant continuellement le combat, en battant en retraite devant l'offensive du capital international, en faisant des concessions au « capital national ».

A ce point de vue, il faut : une politique de classe résolument international, associant la propagande révolutionnaire internationale par la parole et par l'action, au raffermissement des liens organiques avec le socialisme international (mais non pas avec la bourgeoisie internationale) ; la résistance résolue à toute immixtion des impérialistes dans les affaires intérieures de la république soviétiste ; le refus de conclure des accords politiques et militaires qui font de la république soviétiste l'instrument des camps impérialistes.

Le lecteur voit que ces thèses se rapprochent sensiblement de l'attitude adoptée unanimement par le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Mais ces thèses ont été adoptées immédiatement après la conclusion de la paix de Brest-Litowsk et avaient alors le caractère d'hypothèses théoriques. Peut-être le pouvoir soviétiste, dirigé par Lénine, a-t-il réussi à éviter la réalisation de ces prévisions hypothétiques ?

La résolution des bolcheviki de gauche concernant le moment actuel, adoptée après le coup d'Etat en Ukraine, parue dans le n° 3 du *Communiste*, nous donne la réponse à cette question. Citons-en les passages les plus importants.

1. L'impérialisme allemand passe à l'attaque directe contre la révolution ouvrière et paysanne et la situation extérieure de la république soviétiste est tout à coup devenue périlleuse.

2. Dans ces conditions, le pouvoir soviétiste n'a ni la possibilité ni le droit de s'engager dans la voie des concessions à l'impériaiisme allemand, des compromis avec lui, car toute possibilité de « manœuvrer » est exclue, et deux perspectives se trouvent devant le pouvoir soviétiste : mourir, comme la Rada, en se décomposant et en désorganisant la révolution ouvrière et paysanne, ou bien accepter ouvertement le combat avec les annexionnistes allemands.

Le pouvoir soviétiste est obligé, après examen de l'ultimatum de l'impérialisme allemand, de rejeter les articles annulant les conquêtes de la révolution d'octobre et de déclarer aux ouvriers et paysans que l'impérialisme allemand, après avoir restauré en Ukraine le pouvoir des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, marche d'accord avec eux et pour le même but contre le nord de la Russie ; le pouvoir soviétiste doit convier à la guerre civile contre les annexionnistes et pour la défense de la terre paysanne, des fabriques ouvrières et du pouvoir soviétiste.

* * *

Ainsi parlent les bolcheviki de gauche. Et ici nous devons passer au talon d'Achile de la tactique de cette fraction révolutionnaire du parti de bolcheviki. Elle est frappée de la maladie de l'inertie et du manque de volonté. Autant elle se distingue de la tendance de Lénine pour la pro-

fondeur et la franchise de l'analyse, autant elle en diffère par le manque d'énergie, de résolution et de force de pression.

Les bolcheviki de gauche justifient leur manque de volonté et leur incapacité à donner une forme et une expression à la tendance révolutionnaire croissante dans le prolétariat bolcheviste, par les exigences « de la discipline de parti ».

Par égard pour cette discipline, ils s'abstiennent de faire des déclarations aux congrès panrusses des Soviets, aux délibérations responsables des hommes d'Etat de la République, parmi les camarades d'Europe. Ils préfèrent jouer le rôle de quelque « opposition de Sa Majesté » prolétaire, qui ne va pas au-delà des indignations respectueuses et des petites corrections.

En présence de divergences aussi profondes que celles que nous avons constatées, la tactique choisie par les bolcheviki de gauche est criminelle, parce que, en effaçant et en dissimulant ces divergences, ils favorisent cette même politique, qui, à leur propre avis, décompose et désorganise la révolution ouvrière et paysanne.

Au nom de « l'unité » du parti, les bolcheviki de gauche sacrifient la raison d'être du parti, l'existence même de la révolution.

Nous, socialistes-révolutionnaires de gauche, nous avons d'autant plus le droit d'inviter les bolcheviki de gauche à faire acte de révolution, que de notre temps, nous avons eu à soutenir la même lutte contre les éléments opportunistes du parti socialiste révolutionnaire.

Nous avons aussi, à l'époque de Kerensky et Tchernoff, tâché longtemps de corriger la conduite de notre parti, alors sans caractère et pleine de compassion.

Nous avons aussi cherché à obtenir la majorité dans l'intérieur du parti même. Mais les nécessités de la révolution et de la lutte de classe nous ont forcé à renoncer à cette tâche utopique, lorsque nous avons compris que dans les rangs du parti « uni » se coudoyaient des éléments différant par les principes.

En nous séparant de nos anciens chefs et maîtres, en perdant les ressources puissantes du parti (car nous étions très peu nombreux au début), nous avons pourtant décidé d'abandonner le vieux parti et de donner la vie au parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Nous ne nous sommes pas trompés, parce que bientôt il est devenu le centre naturel d'attraction des forces révolutionnaires des paysans travailleurs et d'une partie du prolétariat. La même perspective s'ouvre devant les bolcheviki.

On ne peut pas tromper l'histoire. Les tentatives de dissimuler les divergences de principes dans l'intérieur d'nn parti « uni » sont vaines. Mais on peut jeter à l'histoire le pavé de l'ours. Une tactique sans direction ferme lui rendrait ce service à présent, si, après des discours sur la politique désastreuse du pouvoir soviétiste, les bolcheviki de gauche ne tirent pas les conclusions politiques. Qui sait, peut-être les événements tragiques du 6-7 juillet sont-ils dûs dans une assez grande mesure à l'inaction politique de cette partie des bolcheviki.

Le tolstoïsme ne rentre pas (que nous sachions du moins) dans le programme des bolcheviki de gauche. Cette « non-résistance au mal », à une heure fatale pour la révolution, est d'autant moins admissible.

J. S.

LES PAYSANS ET LA RÉVOLUTION

C'est une question controversée depuis longtemps entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires que celle de savoir si la révolution peut trouver dans la classe paysanne une alliée fidèle et si cette classe peut devenir la base d'une révolution sociale.

Les thèses divergentes dont l'opposition a engendré cette discussion se sont pour ainsi dire incarnées dans la politique des deux principaux partis de la révolution sociale, ceux des bolcheviki et des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Les social-démocrates bolcheviki partagent la population campagnarde en deux groupes dont les intérêts sont, selon eux, tout à fait opposés. Le premier groupe comprend les campagnards pauvres, c'est-à-dire les ouvriers agricoles ne possédant aucune terre.

Le second groupe se compose de tout le reste de la population rurale sans distinction. Et les social-démocrates bolcheviki rangent dans ce second groupe les nombreux millions de paysans-travailleurs qui ne vivent que de leur travail propre et que les social-démocrates bolcheviki appellent quand même « la bourgeoisie rurale ».

Les socialistes-révolutionnaires de gauche partagent également la campagne en deux classes, mais avec cette différence que la ligne de démarcation tracée par eux ne coïncide pas avec celle qu'établissent les bolcheviki.

De tous les propriétaires fonciers grands et petits, des spéculateurs et usuriers, des chefs-de famille disposant seuls de la propriété familiale, des richards exploiteurs, nous formons un groupe distinct que nous envisageons comme une excroissance malsaine. Tout le reste, nous le réunissons sous la dénomination générale de « paysans-travailleurs ». Dans ce groupe, qui compte à peu près 90 % de la population campagnarde, nous faisons rentrer également les pauvres ne possédant ni maison ni terre.

Nous voyons bien, toutefois que ce dernier élément du groupe des paysans-travailleurs, est de moins en moins nombreux et doit prochainement disparaître complètement, puisque, d'après la loi sur la socialisation des terres, tout travailleur aura droit à la part de terre qu'il sera capable de cultiver lui-même, sans recourir au travail des salariés.

D'ailleurs, à l'heure qu'il est, le terme de « paysans sans terre » n'est déjà plus qu'un anachronisme dans les localités où le partage des terres est chose faite. La théorie des social-démocrates concernant le rôle des paysans est universellement connue; elle a été développée jusqu'à ses dernières conséquences logiques et très clairement soulignée dans la tactique des social-démocrates russes.

Pour un social-démocrate russe, tout paysan qui n'est pas un salarié, mais qui cultive son lopin de terre, est un bourgeois.

En 1905, dans une de ses brochures sur la question paysanne, Lénine écrivait :

« C'est une petite bourgeoisie si l'on veut, mais tout de même une bourgeoisie. » Il disait que cette bourgeoisie pourrait être utilisée par la révolution comme un compagnon temporaire et peu sûr, mais qu'il fallait toujours garder une certaine méfiance vis-à-vis de cette classe, attendu que ses intérêts sont virtuellement anti-révolutionnaires. L'attrait de la propriété foncière, disait-il, paralyse tout élan révolutionnaire de la classe paysanne.

L'ouvrier de la ville n'a à la campagne qu'un seul allié, l'ouvrler agricole dépourvu de terre et *indépendant* de la terre, le prolétaire rural capable de comprendre et d'accepter facilement les doctrines socialistes.

Tout récemment encore, nos social-démocrates bolcheviki affirmaient que la campagne devait passer par la phase de prolétarisation, que la différenciation entre prolétaires ruraux et exploiteurs ruraux devait s'accomplir d'abord, et qu'alors seulement l'armée socialiste recevrait ce renfort de plusieurs millions de paysans sans terre. Les sacial-démocrates affirmaient que dans la question agraire, de même que dans la vie industrielle, l'évolution vers le socialisme ne pouvait s'effectuer que par la prolétarisation des masses et la concentration de la propriété entre les mains de quelques exploiteurs ruraux peu nombreux. Alors seulement la campagne deviendrait une arène de lutte entre le travail et le capital; c'est à se moment-là que la propagande socialiste y serait nécessaire, utile et compréhensible.

Pendant la révolution actuelle, les social-démocrates bolcheviki ont renoncé, à contre-cœur il est vrai, à leurs théories et ont accepté notre programme agraire. Et par là même ils ont reconnu que la classe paysanne n'est pas seulement un compagnon temporaire et peu sûr, mais bien un allié fidèle du prolétariat et un frère d'armes ayant les mêmes droits.

Mais le véritable visage du social-démocrate bolchevik apparaît de plus en plus souvent sous le masque qu'il a pris pour les besoins de la cause. Les bolcheviki ont beau abjurer leurs erreurs d'autrefois, l'action du vieux levain se fait sentir malgré tout dans leurs actes et dans leurs projets.

Tout dernièrement, nous avons soutenu une lutte acharnée contre les bolcheviki au sujet de la question agraire. La discussion portait sur une question primordiale et essentielle pour la Russie, celle du pain.

Dans n'importe quelle révolution, le maître est toujours celui qui peut donner du pain; et l'ennemi le plus terrible, celui qui peut vaincre la révolution, c'est la famine.

Le blé, c'est, pour le paysan, le seul moyen de satisfsire ses besoins. C'est le blé qui lui permet de se procurer nourriture, logement, chaussures et vêtements. En échange de son blé, il reçoit tous les autres objets et articles de consommation courante dont il a besoin.

Actuellement, la productivité des fabriques en Russie a baissé de façon incroyable, à cause de la désorganisation des transports et aussi à cause de l'impossibilité de démobiliser l'industrie aussi rapidement qu'on a démobilisé l'armée ; une autre cause réside dans le manque de matières premières. En outre, il y a trop peu de machines et d'outils, leurs prix sont extrêmement élevés et, jusqu'à présent, n'ont pas été fixés par l'Etat.

Le prix du blé est fixé d'une façon très stricte. Il est bien facile à déterminer. Le blé est nécessaire à tous. On prend au paysan la seule marchandise qui ait pour lui une valeur d'échange, et en retour on lui donne des paquets de papier-monnaie dont la valeur est très relative. Les paysans restent dépourvus de machines, d'outils et de blé ; on ne leur laisse pour consolation qu'un paquet de papiers multicolores qu'ils déposent dans une banque ; ce qui fait croire qu'ils s'enrichissent. En réalité, ils s'appauvrissent.

Leurs machines ne sont pas réparées et deviennent complètement inutilisables Le bétail se mange, et il arrive même que le paysan est obligé de manger le blé réservé pour les semailles de l'année suivante. Il est très naturel que la classe paysanne désire qu'on règle, en même temps que le prix du blé, celui de tous les objets nécessaires à la consommaiion de la campagne, surtout les prix des tissus et des objets en métal.

Notre parti exige la monopolisation immédiate de toutes les principales branches de la production et l'établissement d'un système de prix fixes s'étandant à tout l'Etat et applicable à tous les objets de consommation générale, aussi bien pour la campagne que pour la ville.

Mais ce n'est pas une chose facile que de procéder à cette taxation. Il est encore plus difficile de fournir la quantité nécessaire d'objets de première nécessité ; il est, par contre extrêmement facile de confisquer le blé ; il n'échappe pas au regard ; on peut l'inventorier et le taxer sans peine.

Les bolcheviki ont choisi la ligne de moindre résistance : ils sont allés jusqu'à former des détachements d'ouvriers pour aller en armes dans les campagnes et prendre le blé des paysans. Par ces procédés, les bolcheviki ont provoqué une lutte intestine dans l'armée révolutionnaire du travail. Les ouvriers ont marché contre les paysans, et ceci sur l'ordre du gouvernement révolutionnaire !!

Nous ne nions pas la nécessité absolue de trouver du blé, mais nous pensons qu'il y a une autre voie à suivre pour arriver au but. Nous estimons que pour cela il faut organiser la répartition et décentraliser l'organisation du ravitaillement du pays. Seuls les Soviets locaux peuvent être compétents pour réquisitionner le blé en cas de besoin. Les détachements venus de loin, envoyés de la capitale, et qui ne connaissent même pas les conditions locales, ne peuvent apporter que désordre et décomposition dans la campagne. Dans l'arrêté rendu par les bolcheviki concer-

nant « les détachements armés chargés du ravitaillement », les bolcheviki ont doublement péché. A leur péché ancien et coutumier, c'est-à-dire leur méfiance envers la classe paysanne, ils en ont ajouté un nouveau, leur manque de confiance dans la victoire finale de la révolution.

Si réellement la révolution était destinée à sombrer, alors seulement la politique d'éparpillement et d'émiettement aurait pu avoir une portée. Une agitation analogue au mouvement de 1905 aurait laissé des traces profondes dans le peuple et aurait porté des fruits, sinon immédiatement, du moins très prochainement. Mais la révolution est seulement à la veille de ses plus grandes victoires ! Dans ces conditions, il est très dangereux et même criminel de vouloir créer, dans la révolution même, un désordre et un antagonisme entre les masses révolutionnaires.

Nous avons réclamé l'attribution du ravitaillement aux Soviets locaux et l'unification de l'action de ces Soviets dans une institution centrale relevant des Soviets.

Et c'est dans ces conditions que les bolchevikis, malgré les protestations les plus vives de notre parti et de la section paysanne du Comité exécutif central, ont voté, grâce à la majorité qu'ils possèdent dans le Comité exécutif central, cette funeste loi instituant les « Comités des campagnards pauvres ».

Dans cette loi, on a vu réapparaître les anciennes théories des bolcheviki sur la classe paysanne. Leurs fameux « pauvres » de la campagne ont été tirés de l'oubli à cette occasion. Tous les pouvoirs nécessaires pour l'application des décisions des commissaires du peuple et de la Commission de ravitaillement ont été retirés aux Soviets locaux et transférés entièrement aux Comités spéciaux, composés exclusivement des ouvriers agricoles dépourvus de terre et de blé.

Ces Comités battaient en brêche la force et l'importance des Soviets locaux des paysans ; ils ont été, semble-t-il, créés dans le but de lulter contre les Soviets composés de la généralité des paysans. Mais ce n'était qu'un prélude à la suppression complète des Soviets paysans.

La loi dit que, outre les affaires concernant le ravitaillement, ces Comités peuvent encore s'occuper d'*autres* affaires. Quelles sont ces *autres* affaires ? S'agit-il d'affaires politiques ? d'affaires économiques ? Et que deviennent alors la compétence et l'activité des Soviets ?

Il semble que le Conseil des Commissaires du peuple aurait pu se contenter d'avoir filtré la classe paysanne d'une façon qui paraissait suffisante ; mais il est allé encore plus loin. Il n'a même pas eu pleine confiance dans ses propres comités et les a placés sous le contrôle absolu du « Commissariat du ravitaillement » ; il a par là porté atteinte à l'autonomie des Soviets locaux. Au lieu d'une fédération d'unités autonomes, on a obtenu des instruments dépourvus de volonté et agissant conformément aux ordres d'une organisation centrale et entièrement subordonnés à celle ci.

Nous n'avons pu faire autrement que de protester contre ces innovations introduites dans la constitution des Soviets. Nous avons fait appel aux paysans ; nous les avons invités à s'opposer de toutes leurs forces à la création des détachements de ravitaillement et des Comités de campagnards pauvres. Toute la classe paysanne s'est trouvée entièrement d'accord avec nous

dans cette question, et cela se comprend facilement, parce que cette monstrueuse parodie de dictature du « prolétariat rural » a mis en relief le caractère artificiel des distinctions stériles établies par les bolcheviki entre les habitants de la campagne.

Pour définir l'essence et le caractère des différentes classes de la société, nous devons, avant tout, trouver les indices caractéristiques par lesquelles elles se distinguent des autres classes.

Nous avons établi pour la campagne deux catégories nettement caractérisées : dans la première, nous comprenons tous ceux qui vivent de leur travail personnel et n'ont recours à aucun travail salarié pour cultiver leurs champs. Toute cette catégorie, ce sont les paysans-travailleurs. Dans la seconde catégorie, nous comprenons tous les exploiteurs et spéculateurs vivant aux dépens des travailleurs et exploitant leur domaine au moyen de la force de travail d'autrui.

Cette distinction est claire, nette et précise. Voyons à présent comment les bolcheviki définissent les « campagnards pauvres » qu'ils considèrent comme la seule classe rurale appelée à comprendre le socialisme. Où sont les traits distinctifs permettant de faire la différence entre un paysan qui vit uniquement de son travail et un « paysan absolument pauvre », un représentant de la classe des « campagnards pauvres » ?

Toute définition de la « richesse » ou de la « pauvreté » d'un paysan est toujours très relative. Les mêmes indices peuvent, suivant les temps et les lieux, être tantôt les signes de la richesse, tantôt ceux de la pauvreté. Si, par exemple, on prend comme critérium de la pauvreté, la quantité de bétail possédé par un paysan, et qu'on mettait au nombre des pauvres quiconque n'a qu'un cheval ou n'en a pas du tout, ce sera juste seulement pour la Russie du nord, parce que dans le sud de la Russie, un paysan peut être riche sans avoir de cheval, étant donné que, là-bas, les champs sont labourés souvent au moyen de bœufs.

De même, tous les autres signes extérieurs sont relatifs. La superficie des emblavures dans les lieux où l'on pratique la culture intensive ne peut être comparée avec celle des régions où la culture est extensive ; en sorte qu'on ne peut fixer aucune mesure susceptible d'être valablement considérée comme indice de la richesse ou de la pauvreté. Puis les grandes familles paysannes pourvues d'une grande étendue de terre sont plus pauvres que les familles moins nombreuses qui ont procédé à un partage et où chaque « feu » dispose d'une étendue moindre.

Si tous ces critères ont du moins une ombre de raison, par contre, le nouvel indice économique découvert par les bolcheviki ne résiste pas à l'examen. Pour les bolcheviki, sont des bourgeois ruraux ceux qui possèdent un « excédent de blé ». Voilà, en verite, un indice précis et clair ! Cela veut-il dire qu'un paysan ne doit avoir que la quantité de blé strictement nécessaire pour ne pas mourir de faim, ou bien entend-on par là qu'il doit avoir en sa possession assez de blé pour pouvoir se nourrir, se vêtir et se chausser et échanger son blé contre des machines agricoles et des outils, tels que bêches, charrues, herses, etc., bref, tout ce qui est nécessaire pour vivre et exploiter son domaine ? Si les bolcheviki croient que le paysan ne doit posséder que la quantité de pain strictement nécessaire pour sa nourriture, ils trouveront tout à peine 2 ou 3 o/o de paysans

sans famille, de vagabonds sans foyer, qu'ils pourront classer dans cette catégorie des élus du bolchevisme. Ils devront sacrifier à ces futurs maîtres de la terre environ cent millions de paysans travailleurs, qui devront être complètement ruinés parce que, pour un paysan, n'avoir de blé que juste pour sa consommatton, c'est la mort!

Si, par contre, les bolcheviki admettent que les paysans doivent posséder une quantité de blé suffisante pour la satisfaction de tous leurs besoins, alors ils trouveront dans toute la Russie tout au plus quelques dizaines de milliers de familles paysannes qui puissent se vanter de posséder une telle quantité de blé.

Quoi qu'il en soit, les définitions données par les bolcheviki sont extrêmement vagues et ne peuvent créer que des malentendus. Ces définitions malheureuses provoqueront la guerre civile dans les campagnes, ruineront les paysans russes, les désuniront et n'aboutiront à rien de bon.

D'ailleurs, les bolcheviki devraient connaître les faits curieux qui se sont produits dans la région de l'Oural. Là, les paysans riches, craignant la confiscation du blé, l'ont depuis longtemps vendu aux anciens prix et ont caché leur or. Ils n'ont par conséquent plus un grain de blé, mais ils ont enfoui les caisses pleines de l'or dont fut payé leur blé. Ils sont, de ce fait, trés riches, mais, dans les assemblées communales, ils sont les premiers à exiger, d'accord avec les « pauvres » et les braillards, la confiscation de « l'excédent » de blé des paysans-travailleurs. C'est-à-dire qu'ils voudraient confisquer le peu qui reste au petit paysan de la moisson récoltée par son travail personnel sur un champ arrosé de sa sueur.

Voilà les absurdités monstrueuses auxquelles nous conduit ce critère soi-disant ultra-scientifique de « l'excédent de blé ». Le caractère artificiel des distinctions que les bolcheviki veulent introduire entre campagnards, saute aux yeux.

Assurément, l'avenir appartient, non pas à ces « campagnards pauvres », fruits d'une invention fantaisiste, et qui d'ailleurs disparaissent avec l'application de la loi sur le droit à la terre et sur la socialisation de la terre. Non, l'avenir appartient à cette nombreuse classe de paysans que nous appelons les paysans-travailleurs.

C'est cette classe qui, par ses aspirations à la paix, a donné la victoire à la révolution, et par sa lutte pour la terre, a ouvert à la révolution sa seconde phase, en la transformant de révolution bourgeoise en révolution sociale; même à présent, dans sa lutte pour le blé enlevé à la Russie par l'impérialisme belliqueux, c'est cette classe qui aide à libérer la Russie des chaînes du capitalisme universel.

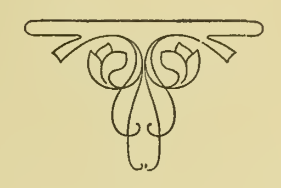
Sans les paysans-travailleurs, la révolution est impossible; leur appui est le gage de la victoire finale de la révolution. Les paysans-travailleurs ne consentiront jamais à se sacrifier pour une expérience bolcheviste. En créant leurs fameux comités de « campagnards pauvres », ce qui était un nouveau soufflet à la classe paysanne, les bolcheviki se sont aliénés pour longtemps les sympathies de ce rempart de la révolution.

Est-ce à dire que les paysans travailleurs ont abandonné la révolution? Absolument pas.

Cela veut dire seulement qu'ils ont serré leurs rangs encore plus étroitement sous les drapeaux du parti, qui est tout naturellement le leur, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. Les paysans travailleurs sont actuellement l'élément le plus révolutionnaire de la Russie. Toute l'Ukraine paysanne marche au combat pour le pain, pour la terre et pour la liberté. Et tous les paysans de Russie se portent à son secours.

« Insurrection » est à présent pour le campagnard une devise aussi familière, que celle, depuis longtemps chère à son cœur, de « Terre et Liberté ».

A. S.



LA PEINE CAPITALE

Le 10 mars 1793, Danton réclamait avec insistance et avec la passion qui lui était propre, l'établissement d'un Tribunal révolutionnaire. « Soyons terribles, disait-il, devant la Convention, afin de délivrer le peuple de la nécessité de l'être lui-même [1] ».

Dans tous les pays et pendant toutes les révolutions, cet esprit de Danton l'a emporté par moments. On a cru qu'il fallait donner à la terreur une forme régulière pour l'empêcher d'inonder les champs de la révolution. Ce point de vue triomphe également en Russie à l'heure qu'il est, quoique les socialistes révolutionnaires de gauche l'aient combattu avec la dernière énergie.

Comment sommes-nous arrivés au rétablissement de la peine de mort? Pourquoi au cinquième Congrès des Soviets notre Parti a-t-il été obligé de demander pour la troisième fois, au cours de cette révolution, l'abolition de cette institution honteuse qui mettait une ombre noire sur la révolution ?

Au commencement de la révolution, Kerensky abolit la peine de mort. Ce fut peut-être le seul acte positif du révolutionnaire sincère, mais dépourvu de force et de volonté, du neurasthénique de la révolution que fut Kerensky, et cet acte sera inscrit dans le livre d'or de la Révolution. Mais les beaux gestes ne suffisent pas. Il aurait fallu donner, en échange de l'ancienne, une nouvelle organisation judiciaire. Souvent alors, nous avons rappelé la seconde partie de cette phrase célèbre de Danton : « Organisons la Justice, non pas une Justice bonne, car c'est impossible, mais la moins mauvaise de toutes les Justices possibles, afin que le glaive de la loi soit suspendu sur la tête de tous ses ennemis [1] ».

Kerensky n'a pas su organiser une Justice nouvelle. Les formes anciennes de la Justice, en désaccord complet avec les conditions de la vie nouvelle, opprimaient la Révolution russe. L'appareil rouillé du Parquet et de l'Instruction était comme un éteignoir posé sur tout éclair de conscience juridique qui se manifestait dans l'esprit du peuple. Les essais timides qu'on fit pour

---

[1] Retraduit sur le texte de l'édition russe.

introduire en Russie les tribunaux d'échevins n'eurent pas de succès parce que les réformateurs étaient timorés et leurs idées trop étroites. Et toute la Russie fut submergée par le torrent déchaîné de la justice propre.

Le peuple, ne voyant pas la possibilité d'un vindicte légale, jugeait lui-même les criminels selon sa Justice à lui, inspiré par la colère et le désir de vengeance.

Kerensky n'a pas su rester à la hauteur de son attitude première vis-à-vis de la peine capitale. Au plus fort de la poussée de folie chauviniste, lorsque, au nom d'intérêts lointains et étrangers au peuple russe, on voulut de nouveau jeter des millions et des millions de vies humaines dans le feu de la folie impérialiste, Kerensky, qui avait abandonné l'une après l'autre toutes les positions du socialisme révolutionnaire, annula la seule bonne chose dont il était l'auteur : il rétablit la peine de mort, sur le front. Un flot de protestation et d'indignation parcourut tout le pays et les autorités, à qui manquaient la volonté et la force, se montrèrent incapables, même dans ce cas, d'aller jusqu'au bout. Sans abolir la peine de mort, ce qui lui aurait mis à dos les bourgeois chauvinistes, et craignant en même temps la colère populaire, le Gouvernement de Kerensky n'osa pas faire exécuter les soldats fatigués et affamés.

La Révolution d'octobre [1] a mis fin à cette politique d'hypocrisie.

Le deuxième Congrès des Soviets a de nouveau déclaré que la peine de mort rétablie par Kerensky était abolie dans la Russie des Soviets. Le nouveau pouvoir créé par la Révolution d'octobre est arrivé à organiser une Justice populaire. Actuellement, toute la Russie est couverte d'un réseau de nouveaux tribunaux et la justice propre ne se pratique presque plus. Il pourrait sembler que, dans ces conditions, le but est atteint, et qu'ayant accompli ce que conseillait Danton, nous aurions pu oublier les motifs pour lesquels Danton voulait organiser le Tribunal révolutionnaire. Etre terrible, est-ce là le but ? Est-ce que nous ne pourrions pas remplacer cela par le désir d'être juste ? Cette possibilité, nous l'avons eue ; l'appareil judiciaire a été mis en mouvement.

Mais en cela aussi bien que dans tout le reste, les Bolcheviki n'ont pas eu assez de foi dans la Révolution et dans sa force organisatrice. Oubliant la nécessité de l'harmonie intérieure, ils ont toujours cherché à opérer une soudure extérieure.

La peine de mort par jugement a été rétablie le 21 juin 1918, quand un Tribunal extraordinaire, composé de juges nommés par le Comité exécutif central, a condamné le capitaine Stchastny à être passé par les armes comme coupable de haute trahison. Ce Tribunal suprême est, depuis la Révolution d'octobre, le premier qui ait siégé sans assistance du jury, le premier tribunal auquel on puisse adresser le reproche de partialité.

Notre Parti a protesté contre l'organisation de ce Tribunal suprême, lequel n'est pour nous qu'un anachronisme absurde. Notre Parti a protesté également contre le fait que ce tribunal a

---

[1] Vieux style.

enfreint les décisions antérieures abolissant pour toujours la peine de mort. Notre Parti a demandé enfin que le cinquième Congrès des Soviets de toute la Russie confirme dans les termes les plus clairs et les plus précis l'abolition de cette institution honteuse qu'est la peine de mort.

Mais le courant de faiblesse, dont les Bolcheviki ont maintenant la conduite, a eu le dessus.

S'affubler d'un masque terrifiant, c'est un signe de faiblesse, parce que si l'on était fort, ces manifestations extérieures de puissance seraient inutiles. D'ailleurs elles ne font peur à personne. Et sur ce terrain-là encore, nous ne déposerons pas les armes avant d'avoir obtenu la purification de la Révolution. Avec l'aide du mouvement révolutionnaire toujours plus grand et toujours plus fort, nous saurons être forts en restant justes.

A. SCHREIDER.



NE DITES PAS DE MENSONGES !

Dans un des chapitres de notre recueil, nous essayerons de tracer le tableau des événements qui se sont déroulés à Moscou entre le 4 et le 8 juillet. Pour le moment, nous ne pouvons en parler que sur la foi des renseignements parvenus à la presse européenne, de source bolcheviste, donc officielle. Nous croyons qu'il est de notre devoir de protester contre l'exposé gouvernemental dénué de tout sentiment de responsabilité à l'égard de l'opinion publique européenne.

En voici, à titre d'exemple, le compte rendu des événements de Moscou transmis par l'agence télégraphique de Pétrograde par son bureau de Berlin, compte rendu que la *Frankfurter Zeitung* (Morgenblatt) publie le 17 juillet. Nous soulignons les passages les plus saillants. « Le soulèvement insensé du parti dit « socialiste-révolutionnaire de gauche » est terminé. L'enquête judiciaire nous éclairera sur les faits réels survenus au cours de cette aventure sans exemple, et établira la part de responsabilité de chacun du ses participants. La portée politique des événements de Moscou nous apparaît déjà sous un jour très clair. C'est sous la pression des classes bourgeoises, que le parti socialiste-révolutionnaire de gauche s'est employé ces dernières semaines avec toute son énergie, à entraîner la Russie dans la guerre avec l'Allemagne.

Ce ne sont pas seulement les conditions extrêmement pénibles du traité de Brest-Litowsk qui en sont cause, mais surtout les bruits fantastiques, toutes les suspicions qui agirent comme un excitant sur l'imagination populaire. Les paysans et les ouvriers éclairés ne méconnaissent point la situation difficile que les conditions de Brest-Litowsk ont créé au pays. Mais ils savent aussi quelles seraient les conséquences si la Russie épuisée, saignée à blanc, se jetait dans la boucherie impérialiste. C'est pourquoi la majorité écrasante des paysans et des ouvriers éclairés a sciemment refusé l'annulation du traité de Brest-Litowsk, que les cadets, les partis des socialistes-révolutionnaires de droite, des mencheviki et des socialistes-révolutionnaires de gauche réclament avec violence.

L'insuccès de l'agitation démagogique en faveur de la guerre a poussé le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche dans cette aventure insensée et déshonorante. Ils résolurent

d'entraîner la Russie dans la guerre, contre la volonté des ouvriers et paysans par un acte terroriste. C'est après que le cinquième Congrès des Soviets de toute la Russie eut approuvé sans réserves la politique extérieure du Conseil des Commissaires du peuple, qu'un certain Blumkin commit l'attentat sur le comte Mirbach, décrété par le Comité central du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche.

En accomplissant cet acte provocateur, les socialistes-réactionnaires de gauche s'appuyaient moins sur leur organisation de parti que sur leur situation officielle de membres des Soviets. Les membres du Comité central des socialistes-révolutionnaires de gauche essayèrent de rallumer l'insurrection, en s'appuyant sur une partie d'un détachement de la Commission pour la lutte contre les antirévolutionnaires. Les détachements de troupes furent commandés par le socialiste-révolutionnaire de gauche Popow. Les troupes de Popow, entraînées dans la conspiration et renforcées par les éléments démoralisés de la flotte de la Mer Noire, ont placé des sentinelles dans les rues, organisé des patrouilles, arrêté quelques représentants du gouvernement des Soviets et tiré sur des groupes de l'armée rouge.

Les rebelles avaient à leur disposition des mitrailleuses et des automobiles blindées et armées. Voilà comment se déroula le soulèvement du 7 juillet organisé par la minorité des partis des Soviets contre le Pouvoir des Soviets. Le succès de cette aventure eût eu comme conséquence la guerre immédiate avec l'Allemagne et la chute du Pouvoir des Soviets, car aucun homme sensé ne pourrait supposer que les socialistes-révolutionnaires de gauche soient capables de conserver durant vingt-quatre heures le pouvoir qu'ils auraient arraché des mains des ouvriers, des paysans et de l'armée rouge. De tous ces événements, on peut tirer la conclusion que les socialistes-révolutionnaires de gauche sont entrés en lutte les 6 et 7 juillet comme un détachement au service de la bourgeoisie contre-révolutionnaire dans le but de lui ouvrir la voie.

Dans ces circonstances, le Conseil des Commissaires du peuple ne pouvait prendre qu'une seule et unique décision : réprimer aussi vite que possible la sédition faite d'un mélange abominable d'étourderie, de perfidie et de provocation. Le nombre des arrestations se monte déjà à plusieurs centaines. A la prochaine séance du Congrès des Soviets de toute la Russie, le gouvernement fera des déclarations plus complètes ; ce Congrès aura aussi à se prononcer de façon décisive sur le soulèvement des 6 et 7 juillet et sur le sort du parti dénommé socialiste-révolutionnaire de gauche [1] ».

Voilà comment s'écrit l'histoire de faits qui se passèrent sous les yeux de milliers de témoins. On lance à tort et à travers des mots tels que : *fou, insensé, malhonnête, trahison, provocation.* Le parti insurrectionnel y est représenté comme parti soi-disant socialiste-révolutionnaire,

---

[1] Comme s'ils voulaient établir un parallèle historique, ils écrivent dans ce document, que le Congrès des Soviets doit rendre sa sentance sur le sort du parti socialiste-révolutionnaire de gauche. Comme si le Congrès des bolcheviki (car sans notre participation, ce Congrès n'est rien de plus) pouvait décider du sort d'un parti englobant des masses révolutionnaires. C'est exactement comme les Mencheviki et la droite des socialistes-révolutionnaires, qui, l'année dernière, ont voulu décider du sort des bolcheviki.

etc., etc., et tout cela dans *un* document. On peut ainsi imaginer ce qu'écrivent les journaux dans leurs articles et ce qui se dit dans les discours publics [1].

Dans quelle intention tout cela est-il écrit ? Tout simplement pour ruiner le bon renom révolutionnaire d'un parti avec lequel les bolcheviki ont marché la main dans la main durant une année de révolution. Le procédé n'est-il pas trop grossier ? Ne seront-ils pas trop peu nombreux, les ouvriers et paysans qui prêteront foi à ce torrent de paroles lancées sans scrupules : « sous la pression de la classe bourgeoise ». Voilà ce que l'on dit de nous dans les feuilles officielles ; et, dans son discours contre Spiridonova, à la cinquième Conférence des Soviets, Lénine se sert de ce même leitmotiv : « *Ecoutez donc ce que disent actuellement les Kerensky et les Savinkoff, et les socialistes-révolutionnaires de droite au sujet de l'appel des socialistes-révolutionnaires de gauche. Ils les approuvent* ».

Les bolcheviki croient sans doute cet argument bien convaincant, mais il serait bon de leur rappeler *qui* les applaudit en Europe en ce moment et *qui* soutient actuellement en leur personne le Pouvoir des Soviets en Russie. Actuellement, c'est toute la presse bourgeoise de l'Allemagne et de l'Autriche, qui les soutient et leur tape amicalement sur l'épaule ; toute, depuis les requins de la « démocratie » jusqu'aux hyènes réactionnaires qui ne trouvent pas encore le moment propice pour les renverser. Elle choque par trop tout le monde, cette alliance contre nature des bolcheviki avec l'Allemagne ultra-réactionnaire ; cette « alliance » est un agent de décomposition excessivement dangereux pour la conscience du prolétariat européen.

Nous considérons comme indigne de nous, d'employer tous ces moyens démagogiques pour lutter contre les idées des bolchevistes. Les politiques sérieux ne s'inquiètent pas de savoir qui applaudit et qui reçoit les applaudissements, ils s'intéressent au sens dans lequel s'exerça l'action de l'ami ou de l'adversaire. Les bolcheviki savent fort bien qu'il n'y a rien de commun entre nous et ces *cadets,* ces *socialistes-révolutionnaires de droite* et ces *Mencheviki* avec lesquels ils tentent maintenant de nous confondre.

Notre parti a sacrifié trop de force et de sang à l'érection de la République des Soviets pour que l'on puisse d'un jour à l'autre le déclarer « *parti bourgeois* », « agissant au service de la réaction contre-révolutionnaire ». Et eux, les bolcheviki, usent pourtant de ces moyens de lutte inadmissibles, empoisonnent d'avance toute atmosphère de compréhension. Ils accusent les socialistes-révolutionnaires de gauche d'avoir répandu des « *bruits fantastiques* » et de la « *suspicion* », mais dans ce même document ils répandent eux-mêmes les bruits les plus faux sur les socialistes-révolutionnaires de gauche. De quel droit, par exemple, traitent-ils les marins de la flotte de la Mer Noire *d'éléments démoralisés ?* Est-ce parce que ceux-ci n'ont pas voulu remettre entre les mains de l'impérialisme allemand la force navale de la République des Soviets, en refusant de la diriger de Novorossijsk à Sébastopol, où les Allemands l'attendaient ? Plutôt que d'obéir aux exigences de la « diplomatie révolutionnaire » de Lénine, ils ont préféré la couler.

Sur quoi se basent-ils pour déclarer que « le soulèvement du 7 juillet fut organisé par la

---

[1] Voir notre *Revue de la presse,* dans ce recueil.

minorité des partis des Soviets contre le Pouvoir des Soviets ? » Le parti socialiste-révolutionnaire des Soviets pouvait-il s'insurger contre les Soviets eux-mêmes ? Ne s'est-il pas au contraire insurgé au nom des Soviets, en s'appuyant sur *la forte minorité que ses propres forces* constituent au sein des Soviets mêmes ? Sur quoi ce document se fonde-t-il pour ne parler que de *complot du parti socialiste-révolutionnaire de gauche* et non du mouvement effectif qui se produit dans le milieu révolutionnaire de la démocratie et qui est dirigé contre la politique actuelle du gouvernement des Soviets ? Les bolcheviki ignorent-ils qu'au cinquième Congrès des Soviets, ce n'était pas une petite poignée d'hommes d'action qui protestaient au sein du Soviet contre leur politique, mais plus de 300 députés ? Les bolcheviki ignorent-ils que la population d'Ukraine qui lutte contre l'occupation allemande adhère au parti des socialistes-révolutionnaires de gauche ?

Les bolcheviki néanmoins parlent de « complots », d' « aventures » et « provocations » du parti révolutionnaire des masses populaires, mais ils oublient, que, il y a de cela juste un an, ces mêmes accusations, ces mêmes termes leur ont été jetés à la face, au mois de juillet.

A ce moment, les 3 et 5 juillet, sous la conduite organisée des bolcheviki, se déroulèrent des scènes de meurtre, de fusillade et d'agitation, dans les rues de Pétrograde. Ne possédant pas la dixième partie de l'influence, dont jouit actuellement le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, les bolcheviki ont armé contre la majorité écrasante des Soviets et du Comité central les ouvriers de Pétrograde et les marins de Cronstadt. Nous nous rappelons quel acharnement a mis le gouvernement de Kerensky à réprimer ce mouvement. Et le jour où le gouvernement commença à poursuivre les bolcheviki et les socialistes-révolutionnaires de gauche, Trotzki et Lounatcharsky furent mis en prison en même temps qu'Oustinoff et Prochian.

A cette époque, l'opinion publique accusait les bolcheviki d'être à la solde des Allemands, car cette manifestation armée des 3 et 5 juillet 1917 coïncidait avec une défaite terrible. Et le Comité central des Soviets souleva la question de l'exclusion des bolcheviki comme parti.

Malgré les persécutions, l'œuvre des bolcheviki n'a pas été perdue, parce que l'histoire y a travaillé. La nécessité historique du mouvement bolcheviste des 3 et 5 juillet, nous l'avons alors démontrée, nous socialistes-révolutionnaires de gauche, et cela en dépit de son échec. Actuellement, les bolcheviki ne trouvent pas d'autres termes pour qualifier le mouvement soulevé par nous que ceux que *Zeretelli* et *Kerensky,* ces hommes à courtes vues, leur lancèrent : *complot, marins démoralisés, agents de l'Entente,* etc. Au lieu de comprendre le mouvement des 6 et 7 juillet soulevé à Moscou par notre parti, en constatant sa nécessité historique, ils tâchent de le flétrir, de le traîner dans la boue. Le régime de Kerensky a reçu les 3 et 5 juillet 1917 un avertissement menaçant de la part des bolcheviki, et les socialistes-révolutionnaires de gauche ont donné, les 6 et 7 juillet 1918, le même avertissement au régime de Lénine. Nous désirons ardemment que le Pouvoir des Soviets y soit plus sensible que celui de Kerensky, et qu'à côté des sentiments naturels chez un « vainqueur », il trouve aussi en lui la raison d'un politique. Pour cela, il faut avant tout examiner attentivement les événements des 6 et 7 juillet, et d'accord avec le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, en déduire toutes les conséquences.

J. STEINBERG.

CE QU'ON DIT DE LA RUSSIE EN ALLEMAGNE

(REVUE DE LA PRESSE ALLEMANDE)

I. INFORMATIONS

L'assassinat de Mirbach et les événements qui l'ont suivi ont été accueillis par la presse européenne, et principalement par la presse allemande, de façon très diverse.

D'abord, les premiers jours après l'assassinat, la presse allemande a fourni des renseignements basés sur les faits et s'est efforcée de donner à la hâte une explication de l'événement. Il faut ici prendre garde que les renseignements passaient par une double censure : la censure gouvernementale bolcheviste et la censure allemande. Or, il est clair pour tout le monde que ni un parti, ni l'autre non plus n'étaient intéressés à la reproduction exacte des faits.

Presque personne, en Europe. n'avait connaissance de l'existence du parti des socialistes-révolutionnaires *de gauche.* C'est pourquoi on le confondait systématiquement avec le parti de Savinkoff et de Tchernoff.

Presque partout, on a publié la biographie de Savinkoff, homme peu scrupuleux dans le choix des moyens et dévoué à l'Entente, à côté de la biographie de l'internationaliste Kamkov, chef du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. On les présentait tous deux comme membres d'un même parti.

Plus encore, on s'est mis à présenter les évenements eux-mêmes comme des actes imposés par l'Entente. Il s'est même trouvé des correspondants et des journaux qui, prétendant connaître particulièrement bien les choses de Russie, ont donné les renseignements les plus invraisemblables et les plus ridicules.

Ainsi, la *Gazette de Voss* a prétendu dans son numéro du 12 juillet, sous la signature de son informateur « russe » attitré, Bekmann, que l'assassinat de Mirbach avait évidemment été décidé à la conférence de Jaroslaw, à laquelle participaient Spiridonova, qui joue un rôle de chef dans le parti socialiste-révolutionnaire, le chef des Tchéco-Slovaques, Denech, et le colonel

anglais Kingsley, arrivé de Mourmanie. Kingsley aurait déclaré à cette conférence que les Tchéco-Slovaques, qui défendaient les intérêts de la démocratie occidentale, étaient, de même que la démocratie russe anti-bolcheviste, intéressés à la suppression de Mirbach.

Les socialistes-révolutionnaires Steinberg et Karéline, présents à cette conférence, auraient voulu que les ambassadeurs de l'Entente demandassent par ultimatum l'expulsion de Mirbach de la Russie !

Rien de plus absurde que cette fable.

Nous sommes autorisés à déclarer ici officiellement que ni Spiridonova, ni Karéline, ni Steinberg n'ont participé à n'importe quelles conférences avec les Tcheco-Slovaques ou avec des colonels anglais. C'est, en fait, une contre-vérité ; mais ce serait aussi, pour des raisons de principe, une impossibilité. Car il n'existe aucun lien entre le but que poursuivent en Russie les impérialistes de l'Entente et leurs serviteurs du moment, les Tchéco-Slovaque et l'insurrection des 6 et 7 juillet, que les socialistes de gauche s'étaient donné pour tâche de provoquer. Les premiers se sont donné pour tâche de contraindre la Russie à restaurer le front militaire contre l'Allemagne, aux côtés de l'Entente. Pour y parvenir, ils ont l'intention de renverser le pouvoir soviétiste pour le remplacer par un pouvoir docile, celui des socialistes-révolutionnaires de droite et des cadets (Kerensky, Terechtchenko). Les socialistes-révolutionnaires de gauche, au contraire, se sont soulevés *au nom* du salut du pouvoir soviétiste et pour l'insurrection des travailleurs contre les impérialistes de tous les pays. Les premiers luttent contre les bolcheviki comme tels ; nous luttons contre *le cours* bien déterminé suivi par le gouvernement bolcheviste. Les socialistes-révolutionnaires de droite aspirent en un mot à une restauration non seulement politique, mais aussi sociale, tandis que nous aspirons à la consolidation et la régénération du régime socialiste en Russie.

Quelque temps après, pourtant, « l'infiltration » européenne a commencé à s'améliorer.

Il a paru dans le *Vorwärts* une caractéristique de notre parti, qui, dans ses grandes lignes, se rapproche de la vériré.

« Le programme du parti socialiste-révolutionnaire, disait le *Vorwärts*, se distingue de celui des social-démocrates en ce qu'il rejette la conception matérialiste de l'histoire de Marx et Engels et n'accepte que leur doctrine économique de la plus-value. Il refuse de considérer le prolétariat comme le seul porteur du socialisme et affirme depuis des années que les paysans russes, grâce aux dispositions qui leur sont soi-disant inhérentes, constituent peut-être pour le socialisme un rempart plus fort. Empruntant ses arguments aux doctrines de la philosophie idéaliste, le parti socialiste-révolutionnaire prêchait la fusîon des paysans et du prolétariat sous la direction d'un troisième facteur, la classe intellectuelle, consciente de son but, animée par un idéal élevé, riche de science et d'initiative.

En attribuant à ce troisième facteur une si grande importance, les socialistes-révolutionnaires affirment que les grandes actions personnelles, les exemples de sacrifice, qui se produisent si facilement en temps de révolution et dans les situations analogues, sont propres à amener le réveil

des forces révolutionnaires qui dorment dans la masse. C'est pourquoi ils ont toujours été terroristes, fidèles à leur programme et logiques.

Tout comme dans la social-démocratie, il s'est accompli au sein du parti socialiste-révolutionnaire, au point de vue de la tactique, une scission en trois groupes, la gauche, le centre et la droite. Pendant que la gauche, comme nous l'avons déjà dit, marchait d'accord avec les bolcheviki, les autres courants se sont jetés dans l'opposition et se sont rapprochés de social-démocrates de nuance non bolcheviste, qui constituent également une opposition dans leur propre parti. Les « socialistes-révolutionnaires de gauche », pour les nommer exactement comme ils se nomment eux-mêmes, étaient aussi représeutés dans le gouvernement des Soviets. Des dix-huit « commissaires du peuple » (ministres, dans le langage des bolcheviki), sept étaient chosis parmi eux ; dans toutes les questions politiques, ils étaient solidaires avec les bolcheviki, et seule la paix de Brest-Litowsk a changé tout cela. Les socialistes-révolutionnaires de gauche représentent l'opinion selon laquelle la capitulation devant les exigences allemandes met en péril la réalisation du socialisme tel que les bolcheviki et eux-mêmes le comprennent. La capitulation devant l'impérialisme allemand revient absolument, selon eux, à une capitulation devant la bourgeoisie indigène. Lorsque les bolcheviki, nonobstant leurs protestations, eurent signé le traité de paix, ils se sont séparés d'eux, ont été poussés à l'opposition, mais sans confondre leur attitude avec celle des autres partis socialistes. Ils ne voulaient pas lutter aux côtés de l'Entente impérialiste contre l'Allemagne, mais bien continuer jnsqu'au bout la lutte révolutionnaire contre l'oppression de l'ennemi extérieur.

Ne voyant point d'autres voies pour parvenir à leurs fins, ils ont recouru aux moyens éprouvés jadis, croyant que l'attentat commis contre l'ambassadeur de l'empire allemand amènerait les conséquences désirées par eux ! »

Un article que la *Gazette de Voss* (du 7 juillet) consacré à notre parti donne, à côté de renseignements fantaisistes, des indications qui caractérisent bien la vie de notre parti pendant la révolution.

« Les socialistes-révolutionnaires n'avaient pas de concurrents pendant les six premiers mois qui ont suivi la chute du tzar : les cadets, conscients de la ruine progressive de leur puissance, continuaient de contempler, comme fascinés, leur but de guerre, Constantinople. Les menchéviki, chefs sans troupes, et les adversaires futurs, les bolcheviki, faisaient de l'agitation, d'abord dans des assemblées nocturnes et mystérieuses (?). Le parti des S.-R. était devenu si puissant que leur arme de combat la plus importante, la terreur, était tombée dans l'oubli. Pas plus que son chef, Kerensky, le parti ne sut tirer profit de son succès. Tchernof et Awksentiew, entrés dans le cabinet comme ministres de l'agriculture et de l'intérieur, ne surent pas persuader leur chef de la nécessité d'une séparation d'avec l'Entente.

Il se forma trois groupes : les socialistes-révolutionnaires de droite, dont l'idole était toujours Kerensky, le centre, rallié autour de Tchernow, qui aurait volontiers un peu oublié son passé de

porte-parole des conférenres de Zimmerwald et de Kienthal, et le groupe d'extrême-gauche, les internationalistes, qui, tant en ce qui concernait la paix qu'en matière de programme agraire, voulaient une solution immédiate et cherchaient à opérer leur jonction tactique avec les bolcheviki...

Le coup d'Etat bolcheviste de novembre trouva le parti ainsi divisé. Les socialistes-révolutionnaires de gauche se détachaient alors complètement du parti dont ils étaient issus. Tchernow désirait en venir à une « Krafttprobe », les électeurs à la Constituante devaient montrer si les socialistes-révolutionnaires devaient se reconnaître vaincus.

Le symptôme caractéristique des élections fut un accroissement colossal des suffrages bolchevistes. L'aile gauche des soc.-révolutionnaires ne pouvait pas, même si elle les appuyait d'une façon durable, assurer aux bolcheviki la majorité absolue. La Constituante avait apporté une majorité cogsidérable de S.-R.; donc un nouvel ajournement de la conclusion de la paix et du commencement dc la distribution des terres..... Alors la Constituante fut dissoute.

Ces derniers temps, les soc.-révolutionnaires ont commencé à combattre avec une grande énergie le bolchevisme.

Déjà, lors de la paix de Brest-Litowsk, leur aile gauche se sépara de Lénine et Trotzky. Les nouvelles élections aux conseils des ouvriers provoquèrent une lutte acharnée pour la conquête des suffrages des paysans. Le cinquième congrès panrusse des Conseils des ouvriers et paysans devait avoir lieu ces jours et l'aile gauche avancée des socialistes-révolutionnaires s'est préparée à pousser dans ce congrès une attaque décisive contre les bolcheviki. C'est le moment le plus dangereux pour le bolchevisme. Au point culminant de la lutte politique, les socialistes-révolutionnaires ont à nouveau mis en œuvre leur méthode d'autrefois, le terrorisme. »

Et le *Berliner Tagblatt* (du 8 juillet), après une courte introduction, a fait, touchant le but de l'assassinat de Mirbach, une hypothèse extrêmement précieuse.

Ce journal écrit :

« Le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui se trouve, en matière de politique intérieure et par son programme social si près des bolchevistes, qu'il était primitivement entré dans le gouvernement bolcheviste, n'a pas consenti à partager avec celui-ci la responsabilité de la paix de Brest. A l'occasion du congrès général des Soviets à Moscou, qui a prononcé la ratification du traite de paix, le parti des S.-R. de gauche est par conséquent sorti de nouveau du gouvernement, comme nous l'avons indiqué. Depuis lors, Il est resté en opposition suivie contre la politique internationale des bolcheviki. Encore récemment, à la conférencc du Comité exécutif central, où Lénine fit son exposé bien connu de la situation internatlonale, le chef des S.-R. de gauche, Kamkov a exposé le point de vue de son parti et a défendu la nécessité de rompre avec l'Allemagne. Kamkov déclara que, dans ce cas-là, son parti serait prêt à se retirer avec Lénine› tout en combattant, au-delà de l'Oural, s'il le fallait. »

Le journal termine comme suit :

« On peut admettre l'existence d'une combinaison consistant en ceci : l'idée serait née dans les cercles des S.-R. de gauche, de mettre fin, par l'assassinat de l'ambassadeur et par la rupture avec l'Allemagne qui s'en suivrait, à la divergence essentielle qui les sépare des bolcheviki, pour former de nouveau un gouvernement commun des bolcheviki et des S.-R. de gauche. »

La *Gazette de Francfort* s'est distinguée par l'exactitude de ses informations, encore qu'elle continue de croire que nous ne sommes que l'aile gauche du parti *unique* des S.-R., le plus fort du pays. (N° du 17 juillet, « Abendblatt » (éditon du soir.) Dans le N° du 17 juillet, elle donne cette information exacte :

« Comme suite immédiate de l'attentat, on projettait un soulèvement général du parti S.-R. de gauche, qui, par la bouche de leur chef Spiridonova, maintenant en état d'arrestation, a assumé la pleine resuonsabilité morale de l'événement.

« Le but final de l'insurrection était apparemment moins de renverser le gouvernement des Soviets et de ses maîtres bolchevistes, que de le mettre devant une situation qui rendrait inévitable la reprise de la guerre avec l'Allemagne. »

Et dans son N° du 17 juillet, le journal ajoute :

« En novembre, un des nombreux groupes socialistes, l'extrême gauche des socialistes-révolutionnaires, s'était joint à eux, ce qui était d'importance considérable pour l'autorité du pouvoir des Soviets, à cause de la grande influenc que ce parti exerce sur les paysans-travailleurs. Mais ce parti, qui, d'après son programme, est au moins aussi radical que le parti bolcheviste, et dont la tactique peut avoir la prétention d'étre encore plus révolutionnaire que celle de messieurs Lénine et Trotzky, n'a pas voulu reconnaître la paix de Brest-Litowsk. Il est entré en opposition ouverte, mais a continué d'être cependant classé au nombre des « partis soviétistes », de sorte que ses représentants ont continué d'agir dans les organisations officielles et dans les comités. La conduite de ce parti pendant le cinquième congrès panrusse des Soviets, enfin l'assassinat infâme de l'ambassadeur montrent dans quelle mesure, grâce à la paix de Brest et à ses conséquences immédiates, la tendance germanophobe (?) a pénétré dans les cercles les plus radicaux des révolutionnaires russes. On n'avancera pas beaucoup en rendant simplement l'Entente responsable des événements de Moscou. Il serait plus utile pour le public allemand de connaître d'une façon détaillée les délibérations du congrès des Soviets, sur lesquelles le compte-rendu de notre correspondant envoyé à Moscou donne les indications les plus nécessaires. On apprendra ainsi que ce ne sont pas des politiques désespérés qui ont assassiné le comte de Mirbach.

Deux jours avant l'attentat, un certain Alexandroff. qui n'est peut-être que l'un des assassins, prononça, comme représentant du Congrès des Soviets ukrainiens, un discours devant l'assemblée de Moscou, discours qui invitait ouvertement à la guerre contre l'Allemagne

L'orateur ne fut pas seulement salué par les applaudissements frénétiques du congrès des Soviets. Le président Swerdlow déclara même que les applaudissements ne s'adressaient pas à la personne de l'orateur, mais à ses buts politiques, que le congrès chercherait à réaliser. Le jour

avant l'assassinat de l'ambassadeur, l'orateur des socialistes-révolutionnaires de gauche osa insulter de façon inouïe les diplomates allemands présents; quoiqu'il ait été rappelé à l'ordre, le compte-rendu des *Iswestja* dit que parmi le tumulte qui éclata alors dans l'assemblée retentirent des cris outrageants pour le comte de Mirbach en personne. Leur signification n'était point ambiguë pour celui qui connaît les méthodes de lutte terroriste des groupes proches de l'orateur.

II. OPINIONS

Plus importantes pourtant, que toutes ces informations, sont les conclusions qu'on en tire. Sous ce rapport-là, il faut reconnaître que les événements de Moscou ont joué directement le rôle de *révélateur* des tendances politiques, qui animent les sphères dirigeantes allemandes à l'égard de la Russie. « Le problème de la Russie » s'est dressé à nouveau devant elles dans toute sa grandeur. Au premier abord, obéissant à des directions venues d'une source facile à deviner, toute la presse allemande a adopté une attitude bien définie vis-à-vis de l'assassinat de Mirbach ; elle a déclaré que le gouvernement bolcheviste n'y était pour rien, que sa loyauté ne faisait pas de doute, qu'il saurait châtier dûment les coupables. « L'assassinat de l'ambassadeur atteint moins l'Allemagne que le gouvernement de la Russie », — cette phrase tirée des journaux russes officiels a fait le tour de toute la presse allemande. Cet événement déplorable ne doit pas rompre « les relations amicales entre Berlin et Moscou », il ne doit pas profiter à l'Entente, tel était le leitmotiv de toute la presse allemande sans distinction de tendances. Evidemment, une partie de ses organes le pense sincèrement, l'autre ne juge pas le moment opportun pour une intervention. En tout cas, en dépit des précédents historiques, l'assassinat a été accueilli avec un calme complet; le professeur royal Bomhack a déclaré dans le *Lokal Anzeiger* que cet événement était une sorte de « risque professionnel », et le chancelier a attesté dans le Reichstag la loyauté complète du gouvernement soviétiste en général et de son ambassadeur à Berlin en particulier. Et lorsqu'on a appris en Allemagne, que l'assassinat était en rapport avec la résolution d'un parti influent de rompre la paix de Brest-Litowsk, la presse a commencé à approuver et appuyer le parti des bolcheviki, qui s'en tient à la politique de la paix à tout prix. Pour ne pas multiplier à l'excès les citations, extrayons-en une seule du *Berliner Tageblatt*, elle est peut-être caractérisfique de toutes celles que nous pourrions aligner en grand nombre.

« Le gouvernement de Lénine est disposé, aujourd'hui comme par le passé, à reconnaître la paix de Brest comme base de ses relations avec l'Allemagne, en sorte qu'on est en droit d'espérer que sur cette base on pourra trouver au moins un *modus vivendi* provisoire.

« La situation prendrait une tournure beaucoup plus sérieuse, si l'assassinat de l'ambassadeur de Moscou avait effectivement servi de signal à une attaque générale des adversaires de Lénine contre le pouvoir bolcheviste et si semblable attaque pouvait être couronnée de succès.

Nous avons toujours déclaré que le gouvernement bolcheviste est en Russie le seul gouvernement possible et disposé à rester sur le terrain de la paix de Brest, et que tout autre gouvernement qui se constituerait en Russie, inscrirait aussitôt sur ses étendards, — la lutte contre la paix de Brest, et avec cela, vu l'état actuel des choses, la reprise de la lutte aux côtés de l'Entente et contre l'Allemagne. »

L'article de fond de ce journal commence ensuite par les paroles : « Il a été amer et douloureux pour le peuple russe, de conclure une paix vexatoire et humiliante avec les maîtres de la puissance allemande ». Pas une seule ligne sur le côté de droit international ni sur le côté humain de la terrible tragédie. Dans tous les discours et déclarations de Lénine, Trotzky et Tchaitcherine, on s'aperçoit à nouveau, que le gouvernement des Soviets se sent dans une position défensive. On lui reproche de s'être assujetti à « l'esclavage allemand ». Il se défend contre cette accusation en indiquant seulement l'impossibilité d'une résistance énergique à ce moment-là.

Dans tout cela on n'aperçoit rien de « la paix et l'amitié », qui ont été proclamées dans l'article d'introduction du traité de Brest.

Un autre journal va encore plus loin. Dans la *Gazette de Voss* (du 15 juillet, édition du matin), qui désire, comme on le sait, la continuation de relations amicales avec la Russie afin de mieux écraser l'Angleterre, le chroniqueur politique attitré, Bernhardt, réclame « une déclaration précise de la part de l'Allemagne, disant qu'elle est prête à reviser le traité de Brest ».

Dans ces conditions-là, on pourrait croire qu'aucun danger ne menace la république soviétiste de la part de l'Allemagne, s'il n'y avait pas d'autres présages de mauvais augure. Mais ces présages existent.

Il y a tout d'abord la nomination en Allemagne du nouveau secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Hintze, survenue immédiatement après les événements de Moscou ; il y a aussi la promesse du chancelier devant le Reichstag de se tenir prêt en vue de changements éventuels en Russie « pour n'être pas pris à l'improviste. »

Puis il y a aussi la nouvelle ligne de conduite, adoptée par une partie de la presse allemande, qui n'appartient nullement au parti militaire.

Citons ici le contenu de l'article de fond de la *Gazette de Francfort* du 17 juillet. Ce journal indique d'une part, que le régime bolcheviste ne s'est pas encore consolidé, que le traité de Brest a réduit à l'isolement le bolchevisme, qui, depuis lors, ne peut maintenir son pouvoir que par un terrorisme non dissimulé. Il considère comme grave difficulté pour le pouvoir bolcheviste l'insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui a eu lieu les 6 et 7 juillet.

D'autre part, il prouve par toutes sortes d'arguments que les bolcheviki ne sont pas, eux non plus, suffisamment « amis de l'Allemagne ».

... « Trotzky, en sa qualité de Commissaire du peuple à la guerre, s'est efforcé deux jours entiers de faire comprendre au Congrès l'impossibilité et l'absurdité de la guerre de francs-tireurs contre les Allemands. Mais qu'il ait eu besoin de le faire, voilà qui est bien symptomatique. Le

gouvernement des Soviets se voit aussi forcé de faire grand étalage de son aversion à l'égard de « l'impérialisme allemand ».

« Le journal bolcheviste *Biednota*, destiné aux grandes masses populaires, pour lesquelles l'organe officiel *Iswestia,* avec ses innombrables décrets, est probablement très peu compréhensible, a publié, le lendemain de l'assassinat de l'ambassadeur, une « déclaration gouvernementale » s'y rapportant. Cette déclaration, qui se termine par les mots : « A bas les serviteurs de la garde blanche et de Skoropadsky », désapprouve l'assassinat, parce qu'il apporte à la Russie le danger d'une nouvelle guerre. »

Les mêmes preuves de l'absence de franchise dans la politique des bolcheviki. Le correspondant de ce journal à Moscou, le docteur Paquet, cite dans le numéro du 16 juillet, des preuves analogues du manque de sincérité de la politique bolcheviste :

« Les déclarations réitérées du gouvernement des Soviets sur l'assassinat du comte de Mirbach et la tentative d'insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche, mais surtout la première proclamation, qui appelle aux armes tous les révolutionnaires et qui se termine par les paroles : « A bas les serviteurs de la bourgeoisie et de Skoropadsky, sont intéressantes sous beaucoup de rapports.

Il est à remarquer que le dimanche déjà, une fois le coup d'Etat réprimé, il n'était plus question de fusillades en masse ni des autres peines draconiennes, que plusieurs membres du gouvernement, sous l'impression immédiate de l'attentat, considéraient comme inévitables en cas de réussite de la répression.

Il aurait semblé tout indiqué de procéder à de promptes représailles contre les agents et les organisations de l' « impérialisme anglo-français », qui, d'après les expressions du gouvernement soviétiste, étaient les complices directs de cet incident, de même que les Anglais et les Français étaient dénoncés comme les instigateurs du mouvement des Tchéco-Slovaques et des événements de la côte de Mourmanie. Mais rien n'est arrivé jusqu'ici.

Déjà, dans une édition spéciale du 7 juillet, à côté de quelques articles de fonds, qui qualifient l'attentat comme un suicide des socialistes-révolutionnaires de gauche, comme un nouveau Serajewo et comme un coup porté par la réaction internationale, dirigée par l'Angleterre, — le journal de gouvernement consacre un article de fonds circonstancié à « la soi-disant orientation panrusse des Allemands » et à « l'orientation allemande des cadets ». Dans cet article, Kiew est indiqué comme le vrai siège de la contre-révolution bourgeoise, conduite apparemment par les Allemands et par les cercles qui se trouvent autour de Milioukow, et c'est seulement à la fin qu'on ajoute que Milioukow, malgré ses démarches réitérées, n'a pas encore été reçu par l'ambassadeur von Mumm. »

En même temps, le journal constate l'accroissement de l'influence de l'Entente en Russie, nourrie par les conséquences du traité de Brest et dirigée contre l'Allemagne. Quelle issue le journal voit-il à cette situation ? La même que la *Gazette de Voss*, c'est-à-dire « une prompte et

radicale révision de la paix de Brest ». Mais, tandis que le premier journal ne s'intéresse pas à la structure de classe du gouvernement russe, la *Gazette de Francfort* déclare :

« Il existe certainement pour la politique allemande d'autres possibilités de défense contre les plans de l'Entente, puisque, *dans les cercles bourgeois de la Russie*, qui étaient autrefois les porteurs des tendances impérialistes, la nostalgie de l'ordre est devenue si grande, qu'on ne peut plus craindre la résurrection de cette flamme étouffée dans le sang de la guerre civile ».

En d'autres termes, l'organe de la haute finance industrielle ne croit plus, ni à la stabilité, ni à la sincérité du gouvernement bolcheviste, et — s'il faut reviser le traité de Brest — il veut que cette transaction se fasse avec des hommes de sa classe « avec les cercles bourgeois de la Russie ». Cela veut dire, que dans l'esprit des hommes politiques de l'Allemagne mûrit déjà le plan du *bouleversement intérieur* de la Russie, qu'on réserve d'ores et déjà au gouvernement de Moscou le sort de la Rada de Kiew, que derrière les coulisses de la politique allemande on prépare un nouveau Skoropadsky.

Faut-il ajouter que ce point de vue peut devenir bientôt non seulement celui d'un seul journal « démocratique », mais aussi celui des sphères plus responsables ?

On nous dira : « N'est-ce pas, de votre part, une exagération ? » Mais alors, nous attirons l'attention sur deux faits, cités récemment dans les journaux.

D'une part, l'ex-ministre des affaires étrangères, Terechtchenko, a dit, dans un interview [1], que le 2 juin, le comte Mirbach avait sondé le terrain auprès des chefs du parti des cadets et d'autres partis libéraux. Il leur a dit que s'ils voulaient adopter à l'avenir une attitude amicale vis-à-vis de l'Allemagne, les Allemands se chargeraient de renverser les bolcheviki. Cette offre fut rejetée. D'autre part, le correspondant du *Twenska Tagblatt* communique qu'on voit se confirmer la nouvelle d'un « changement d'opinions dans la direction du parti des cadets, et cela dans un sens amical pour l'Allemagne. Il se confirme qu'un certain nombre de chefs des cadres se sont rendus à Kiew. Ce n'est un secret pour personne qu'ils cherchent à entamer des négociations avec le commandement suprême allemand en vue d'une action commune entre les partis *bourgeois* de la Russie et de l'Allemagne, ce qui est considéré chez les cadets comme la seule issue pour le rétablissement d'une situation normale pour la Russie ».

Le *Berliner Tagblatt* du 22 juillet confirme cette information par la bouche de M. Vorst : « Milioukow séjourne à présent à Kiew et on a beaucoup parlé de son désir de ménager un rapprochement avec l'Allemagne.

En effet, il a rendu visite à l'ambassadeur de Mumm à Kiew, il y a à peu près quatre semaines, ce qui n'est certainement pas considéré comme un secret. Il a dit que ses amis et lui s'entendraient volontiers avec l'Allemagne, mais que pour cela la revision de la paix de Brest-Litowsk était nécessaire ».

---

[1] Voir *Matin* du 18 juillet.

Certainement, il faut accueillir avec une grande réserve toutes les informations de ce genre, mais on ne peut pas nier que le parti des cadets (ou bien celui des octobristes avec la monarchie, dont parle plus haut la *Gazette de Voss*) pourrait bien faire l'office des « cercles bourgeois de la Russie », dont parle la *Gazette de Francfort* citée ci-dessus.

Les buts de la politique allemande, se dessinent, de cette façon, suffisamment clairement. N'ayant pas pu exploiter à son profit le gouvernement des bolcheviki, elle le remplacera au moment opportun par un gouvernement bourgeois (Milioukow). De même que l'Entente, en poursuivant ses buts, est prête à remplacer les bolcheviki par la coalition des socialistes-révolutionnaires de droite avec les cadets (Kerensky, Terechtchenko), orientés en leur faveur. Si la contre-révolution, dont le chef serait l'Entente, a l'intention de restaurer en Russie la démocratie bourgeoise, la contre-révolution, dont le chef serait l'Allemagne, médite la restauration de la *monarchie bourgeoise*. L'une et l'autre tendent également au renversement du pouvoir des Soviets en Russie. Telle est la conclusion, qui s'impose, à qui examine la situation actuelle.

Donc, l'espoir de Lénine de sauver la République russe par la voie des négociations et des compromis avec l'Allemagne est illusoire; c'est la politique de l'Autriche dans ce qu'elle a de pire. Non seulement il n'y a pas dans cette politique le moindre grain de programme socialiste et zimmerwaldiste, mais il ne s'y trouve pas même une ombre d'opportunité ni d'*utilité* politique.

* * *

Ces desseins secrets des hommes d'Etat allemands se sont révélés grâce aux événements de Moscou. On peut dire que ces événements ont ébranlé en Europe la foi dans la force du pouvoir soviétiste. Nous ne le contestons pas. Ces événements lui ont prouvé l'existence d'un danger de la part des cercles qui lui étaient les plus proches. Mais par cela même ces événements sont précieux. Ils ont découvert devant nous les plans de l'Allemagne et ils contraindront la Russie révolutionnaire à modifier sa politique extérieure. Une situation parfaitement claire constitue non pas une faiblesse, mais une force pour la République soviétiste.

J. S.

QUELQUES PAGES DE L'HISTOIRE DU PARTI DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE

Le Parti des socialistes-révolutionnaires est entré dans l'arène politique presque à la veille d'une des plus fortes poussées du mouvement révolutionnaire en Russie.

Ce parti a pris la succession du parti « Terre et Liberté ». Il a repris sa tactique et tout ce qu'il y avait d'essentiel dans son programme. Il a porté avec honneur le drapeau du socialisme révolutionnaire à l'époque de la révolution de 1905-1906, et par là il a pris sa place dans les rangs de l'Internationale où il formait une troupe compacte encore que peu nombreuse. Quoique ce parti ait donné, le jour où il se révéla comme force politique, des preuves tangibles de sa vitalité, une lutte d'idées s'est perpétuée au sein même du parti. Cette lutte a déterminé d'une part l' « Union des socialistes-révolutionnaires maximalistes » et d'autre part le « Parti socialiste populaire » à se séparer en 1906 du « Parti des socialistes révolutionnaires » proprement dit.

Les années de réaction qui ont suivi la révolution n'ont ni arrêté ni atténué cette lutte intestine. Pendant les années de réaction, on a vu se préparer une scission dont les signes avant-coureurs étaient visibles déjà bien avant la révolution de 1917. Les traits les plus caractéristiques de cette scission sont les suivants :

La division du parti en aile droite et aile gauche, l'aspiration de certains groupes à une existence légale, l'apparition du groupe opportuniste des « potchinovtzy [1] », qui avait à sa tête Avksentiew, Bounakow, Sletov et autres, et la formation d'une forte majorité avec Tchnernow, Natanson-Bobrov et Rakitnikof en tête. Tels sont les traits caractéristiques du fractionnement de ce parti autrefois unique.

La guerre européenne, déclarée en août 1914, fut le critère essentiel d'après lequel on put diviser les socialistes du monde entier en deux camps inconciliables, car l'attitude adoptée par chacun en face de la guerre, le fait d'interpréter celle-ci dans tel ou tel sens, permet de classer

[1] Du nom du journal *Potchin* (« L'initiative »), qu'ils éditaient à Paris.

n'importe quel socialiste, de quel pays qu'il fût, dans le camp des socialistes internationalistes ou dans celui des social-patriotes, de les situer dans le secteur de gauche ou dans celui de droite. Cette division a eu lieu également dans le Parti des socialistes révolutionnaires.

La fondation à l'étranger du groupe opportuniste de l' « Appel » (« Prizyv »), qui, Avksentiew, Bounakow et Argunow en tête, renia les socialistes et le socialisme, et l'apparition du groupe des zimmerwaldiens avec Natanson-Bobrov, Tchernow et Kamkow, approfondit encore le fossé entre l'aile gauche et l'aile droite du Parti des socialistes révolutionnaires.

La révolution russe de 1917 a révélé immédiatement et avec une évidence éclatante l'existence d'un fossé infranchissable divisant tout le camp socialiste, aussi bien en Russie qu'à l'étranger. Seulement, cette fois, un nouveau sujet à divergence, non moins important que le premier, venait s'ajouter à la cause primordiale de la division du parti : il s'agissait de définir et apprécier le caractère de la révolution russe.

Les uns (les social-démocrates mencheviki et quelques socialistes-révolutionnaires de droite) ne voulaient voir qu'une révolution politique et bourgeoise, dans laquelle les maîtres de la situation étaient les bourgeois et où les prolétaires n'avaient qu'à aider la bourgeoisie. Les autres (les socialistes-révolutionnaires de gauche et les social-démocrates bolcheviki) disaient au contraire que la révolution de 1917 était une révolution sociale, ou, plus exactement, une révolution socialiste.

Et tandis que les premiers prétendaient qu'il était nécessaire et suffisant de marcher d'accord avec la bourgeoisie en entrant avec les représentants de celle-ci dans un gouvernement de coalition, les seconds jugeaient cette coalition inadmissible et nuisible.

La thèse de la nécessité d'un accord avec la bourgeoisie, admise par l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire, et toute la tactique découlant de l'adoption de cette thèse était inacceptable pour les représentants de l'aile gauche de ce parti, parce qu'agir ainsi, c'eût été abandonner le socialisme pour le radicalisme, trahir la cause des ouvriers et des paysans, substituer au socialisme révolutionnaire le socialisme national.

C'est pourquoi le troisième Congrès du Parti des socialistes-révolutionnaires, qui a eu lieu en mai 1917, a tout naturellement mis à l'ordre du jour la séparation entre la gauche et la droite. Cette division a été encore facilitée par la révolution du 25 octobre [1], mais avant qu'elle fût consommée il s'est écoulé un temps assez long et qui était gros des conséquences les plus pernicieuses pour la révolution russe. Pendant les huit mois qui se sont écoulés de la fin de février à la fin d'octobre, les chefs officiels du Parti socialiste-révolutionnaire ont eu le temps non seulement de s'éloigner, sans retour possible, du socialisme révolutionnaire, mais couvrir de honte le parti aux yeux des masses des travailleurs, de lui faire perdre l'autorité et la considération dont il avait joui jusque-là

Avec le consentement tacite du Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire, Kerensky et Savinkoff ont rétabli sur le front la peine de mort, imposé l'offensive du 18 juin [1], qui a prouvé au prolétariat et aux paysans russes que le gouvernement de la « révolution », au lieu de lutter pour la paix, était pour la continuation de la guerre.

[1] Vieux style.

Persistant à rester dans un gouvernement, où la bourgeoisie était prépondérante, le parti socialiste-révolutionnaire fut contraint de rester inactif pendant l'époque non seulement de la réalisation, mais aussi de la préparation effective d'une réforme agraire ; puis il a refusé par la bouche de Kerensky d'admettre la responsabilité des ministres et enfin a consenti aux représailles contre les socialistes-révolutionnaires de gauche, notamment à l'arrestation des internationalistes du Parti des socialistes-révolutionnaires Prochian et Oustinow, et des membres des Comités agraires, à la suspension des journaux bolchevistes, etc.

Les faibles tentatives de Tchernow pour modifier cette ligne de conduite du Comité central et pour se séparer des membres qui discréditaient le parti ont été paralysées par les éléments plus modérés du Comité central. Et les nombreuses résolutions protestant contre cette politique opportuniste et qui ont été envoyées au Comité central, n'ont rien changé à sa politique funeste. Comme auparavant, le Comité central a soutenu la coalition et couvert le nom du parti l'activité de Kerensky et de ses collègues. Il est évident qu'une telle situation ne pouvait durer longtemps.

L'espoir des socialistes-révolutionnaires de gauche de voir ceux de droite changer leur ligne de conduite s'est évanoui ; la seule issue possible consistait dans une scission définitive. Celle-ci s'est effectuée lors du quatrième Congrès du parti, quelque temps après la révolution d'octobre ; elle a été d'ailleurs accélérée par la volonté du Comité central, par l'exclusion du parti de quelques camarades qui osaient penser autrement que ceux du Comité central, par la dissolution de toute l'organisation des socialistes-révolutionnaires de Pétrograde, qui a fait sienne la thèse de l'aile gauche, et enfin par l'exclusion de la fraction des socialistes-révolutionnaires du second Congrès des Soviets. De telle façon que, une fois l'atmosphère politique purifiée par l'insurrection du 25 octobre, la ligne de conduite des socialistes-révolutionnaires de gauche au moment de cette révolution, était déjà terminée par l'analyse qu'ils avaient faite précédemment des antagonismes sociaux et du caractère de la révolution russe. Et à Pétrograde aussi bien qu'à Moscou, les socialistes-révolutionnaires de gauche ont fait cause commune avec la révolution, et s'ils n'en ont pas été les promoteurs, ils en sont en tout cas les adeptes les plus actifs.

C'est alors qu'a eu lieu à Pétrograde le Congrès de tous les paysans de Russie. A ce Congrès, après une lutte acharnée contre les socialistes-révolutionnaires de droite, les socialistes-révolutionnaires de gauche, Spiridonova et Oustinov en tête, sont parvenus à rallier les paysans à leurs drapeaux et cela malgré la grande popularité dont les socialistes-révolutionnaires de droite jouissaient parmi les paysans, grâce à la propagande glorieuse des années passées.

En même temps, les socialistes-révolutionnaires de gauche ont tenté d'unifier tous les partis démocratiques russes par la création d'un pouvoir socialiste unissant tous les partis socialistes ; et quand il est devenu visible que cette concentration n'était pas possible, les socialistes-révolutionnaires de gauche sont entrés dans le gouvernement des ouvriers et paysans.

Il est absolument nécessaire de souligner que la collaboration des socialistes-révolutionnaires de gauche avec les bolcheviki a été déterminée par un facteur politique d'une importance

capitale : les bolcheviki ont à ce moment-là abandonné leur programme agraire marxiste et remis entre les mains du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche toute la question agraire, en confiant à ce parti sept portefeuilles, parmi lesquels celui de l'agriculture. En sorte qu'au moment de la scission, les faits suivants, d'une importance capitale, ont eu lieu :

La chute du gouvernement de coalition, l'entrée des représentants des socialistes-révolutionnaires de gauche dans le gouvernement des Commissaires du peuple, la décision concernant la question de la Constituante.

Pour les socialistes-révolutionnaires de gauche, il était clair que seule cette scission pouvait les tirer de la situation intenable créée par les socialistes-révolutionnaires de droite dans le cadre de l'ancien parti unifié. C'est dans ces conditions qu'a eu lieu le premier Congrès des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Le second Congrès des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui a siégé à Moscou du 17 au 25 avril 1918, s'est trouvé dans des conditions tout à fait différentes.

Depuis six mois que le pouvoir était entre les mains du Conseil des Commissaires du peuple, autrement dit depuis que le gouvernement était composé de représentants des paysans et des ouvriers, la révolution russe libérée de l'entrave des accords avec la bourgeoisie, avait donné au monde entier un spécimen des premiers résultats de la dictature du prolétariat et de la classe paysanne.

Ces premiers résultats consistaient dans le refus de participer à une guerre impérialiste de brigandage, dans la publication des traités secrets, dans l'annulation des dettes de l'Etat, dans la publication du décret de socialisation des terres, dans la nationalisation des banques, dans la séparation de l'Etat et de l'Eglise, dans le contrôle des ouvriers sur la production et dans la socialisation de celle-ci, dans l'organisation des Soviets des ouvriers et des paysans, dans l'organisation des institutions législatives et exécutives centrales et locales. Et tout cela avait été créé dans la lourde atmosphère où la Russie entière était plongée par la lutte contre la contre-révolution, contre-révolution organisée très souvent avec la participation de membres en vue des socialistes de droite.

Cette lutte a coûté des pertes cruelles aux socialistes-révolutionnaires de gauche, car ils ont toujours été à la tête du peuple luttant pour son Droit. Telles sont les étapes principales de la révolution russe à la tête de laquelle se trouvent cette fois-ci les partis révolutionnaires que sont les bolcheviki-communistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Quand, au quatrième Congrès des Soviets, sous l'influence d'une partie des communistes, on a ratifié le traité de paix, signé à Brest le 18 février après l'ultimatum des impérialistes allemands [1], le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche a envisagé cette signature comme l'abandon du droit chemin dans lequel marchait la révolution russe ; il a envisagé cette signature

[1] Vieux style.



BORIS KAMKOW

comme l'abandon de la dictature des travailleurs et a jugé nécessaire, d'accord avec ses représentants au quatrième Congrès des Soviets, de rappeler ses représentants du Conseil des commissaires du peuple. Les socialistes-révolutionnaires de gauche, adversaires de la capitulation devant l'impérialisme allemand, avaient très bien compris que les desseins de la bourgeoisie mondiale allaient beaucoup plus loin que l'asservissement économique et territorial de la République russe des Soviets, que ces desseins visaient un but plus important, à savoir l'abolition même de cette République des Soviets, ct que l'impérialisme allemand était, à cette heure historique, l'exécuteur fidèle des desseins de la bourgeoisie mondiale.

Le caractère chimérique de la « trêve » préconisée par l'aile droite du parti communiste est évident, nul besoin de l'expliquer. Il est parfaitement clair que la politique intérieure et extérieure sont intimément liées l'une à l'autre et qu'une concession faite à la bourgeoisie étrangère implique une concession à la bourgeoisie russe. Tout cela est parfaitement clair, mais la majorité écrasante du Congrès des Soviets a adopté un autre point de vue : le point de vue de la paix à tout prix, et les socialistes-révolutionnaires de gauche n'ont pu faire autrement que de quitter le gouvernement et retourner chez eux, en province, pour s'y livrer au travail d'organisation, afin de disposer, au prochain Congrès, d'une force plus grande et d'avoir derrière eux un nombre de voix plus important.

Le bien-fondé de ce point de vue et le rappel des représentants du parti au sein du Conseil des Commissaires du peuple a été soumis à la ratification du second Congrès du parti. Ce Congrès, dans une résolution qui a été votée par 35 délégués contre 5 et 5 abstentions, a approuvé cette tactique.

Et la preuve que les socialistes-révolutionnaires de gauche ont vu juste a été donnée par l'augmentation énorme des membres du dit parti ; c'est que l'opinion populaire a jugé comme eux dans la question de la paix et de la guerre.

Sans parler de l'Ukraine, où les socialistes-révolutionnaires de gauche sont partout à la tête du mouvement, le Comité central reçoit chaque jour des nouvelles de l'accroissement numérique du parti. Très souvent, notre parti a la majorité non seulement dans les Soviets locaux, où la majortté est paysanne, mais également dans les Soviets de province des délégués ouvriers et paysans.

Enfin, la meilleure preuve que notre tactique est juste est évidemment fournie par les événements du dernier Congrès, où les socialistes-révolutiounaires de gauche ont rompu avec les bolcheviki et où ils avaient déjà pour eux 40 % des délégués, tandis qu'au Congrès précédent, qui a ratifié la paix de Brest-Litowsk, les socialistes-révolutionnaires de gauche n'étaient que 238 contre 732 bolcheviki.

Les étapes du développement ultérieur du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche sont intimement liées aux derniers événements et sont les résultats logiques de toute l'histoire de ce parti.

H. G.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS
D'APRÈS LES JOURNAUX ALLEMANDS ET FRANÇAIS

Le 4 juillet 1918 s'est ouvert, au Grand-Théâtre de Moscou, sous la présidence de Sverdlow, le cinquième congrès des députés des Soviets paysans et ouvriers.

Neuf cents députés avaient répondu à l'appel. Dans une loge se trouvaient les représentants de l'Entente ; dans une autre, le représentant de l'ambassadeur d'Allemagne, M. Risler. Après les salutations d'usage, la parole fut donnée au camarade Alexandroff, député d'Ukraine. Salué par des salves d'applaudissements, Alexandroff dit :

« Je viens d'arriver de l'Ukraine, où règnent la bourgeoisie et Skoropadsky, soutenu par les Allemands. J'arrive dans le pays de la dictature de fer des ouvriers et paysans, où, en même temps, le représentant du pouvoir d'Etat est en pourparlers avec Skoropadzky et tolère chez lui la présence du chef de l'impérialisme allemand, le comte de Mirbach. » (Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes-révolutionnaires de gauche.)

Alexandroff dénonça en termes enflammés le régime de terreur instauré en Ukraine par l'Allemagne. Les Allemands sont venus en Ukraine, déclara-t-il, pour avoir du blé. Ils ne l'auront pas. Les paysans refusent de céder leur blé, et chaque fois que les Allemands réussissent à charger des trains de céréales, nous les faisons sauter. Nous avons fait sauter tous les dépôts de munitions. Les Allemands ont essayé d'expédier aux usines Krupp d'Allemagne les immenses quantités d'appareils et de machines des usines d'aéroplanes d'Odessa et de Nicolaïew, mais nous avons tout fait sauter. Les Allemands seront exterminés jusqu'au dernier en Ukraine. Ils ont déjà payé par le sacrifice de plus de mille vies leur tyrannie. Je désire vous informer, au nom des ouvriers et paysans ukrainiens, que l'Ukraine toute entière se trouve en état de révolte contre le joug austro-allemand.

« Vous, continua-t-il en s'adressant aux bolcheviki, vous avez conclu la paix de Brest-Litowsk au prix de la liberté ukrainienne. Aujourd'hui, je vous somme de nous aider dans notre lutte. (Ici, les délégués de la gauche, de la droite et des minimalistes bondissent en criant : A bas

la paix de Brest-Litowsk !) Alexandroff continua : « Nous croyons fortement que vous voudrez venir à notre secours, que vous ne voudrez pas refuser les armes dont nous avons besoin et que vous n'attendrez pas que Mirbach vous y autorise. » Les délégués de gauche se levèrent tous encore une fois aux cris de : « A bas Mirbach ! A bas la paix de Brest ! A bas les laquais de Mirbach ! »

Ce fut seulement après de grands efforts qu'on put rétablir l'ordre. Un nouvel incident eut lieu, quand les socialistes-révolutionnaires de gauche demandèrent l'abolition immédiate de la peine capitale.

Les bolcheviki s'élevèrent contre la discussion immédiate de cette question et des scènes violentes se produisirent. Les socialistes-révolutionnaires de gauche crièrent :

« Mirbach, laquais, bourreaux ! »

Après cela, Trotsky prit la parole. Il attira l'attention de l'assemblée sur les symptômes dangereux qui se manifestent dans l'armée rouge, dont quelques unités se permettent, malgré une défense absolue, d'attaquer les troupes allemandes en Ukraine.

Le chef des socialistes-révolutionnaires de gauche, Kamkow, lui cria alors :

« Kerensky ! » Trotsky répondit :

« Kerensky était l'exécuteur de la bourgeoisie seulement. » « Et vous, crient les socialistes-révolutionnaires de gauche, vous exécutez les ordres du comte de Mirbach. » Après Trotsky, Kamkow prit la parole.

Il affirma que les délégués de gauche continueront à appuyer la révolte anti-allemande en Ukraine et en Russie et proposa à l'assemblée d'envoyer un télégramme à tous les détachements russes qui combattent à la frontiere de l'Ukraine et à l'état-major des troupes ukrainiennes pour les encourager à persévérer dans la lutte.

« Sur le front ukrainien, continua Kamkow, nous n'avons pas affaire à des provocateurs ni à des troupes ivres, mais à des gens à qui leur idéologie et leur mentalité ne permettent pas d'être témoins passifs de l'écrasemeut des paysans ukrainiens par les impérialistes allemands.

« Ils ne veulent pas assister humblement au massacre de nos frères ukrainiens, fusillés par ces immondes canailles. » En prononçant ces mots, Kamkow jeta un coup d'œil du côté de la loge où était assis le représentant de l'ambassade d'Allemagne.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche se levèrent de leurs places en criant de toutes leurs forces : « A bas ces assassins, à la porte, à bas Mirbach ! »

Dans sa réplique, Trotsky déclara que le Conseil des Commissaires du peuple et le Comité central des Soviets sévirait sans défaillance contre des Soviets locaux et contre les unités militaires indépendantes; il proposa un ordre du jour dans ce sens. En réponse à cela, Karéline déclara, au nom des socialistes-révoluticnnaires de gauche, que ceux-ci ne prendraient pas part à la votation et quitteraient la salle des délibérations. Sur ce, tous les socialistes-révolutionnaires de gauche quittèrent leurs places et sortirent de la salle en chantant l'Internationale. Après quoi

un ordre du jour fut accepté, stipulant que toutes les questions concernant la guerre ou la paix sont de la compétence exclusive des commissaires du peuple et du Comité central des Soviets.

Aucun autre groupement de la population ne peut rien décider touchant ces questions et toutes les unités de l'armée rouge doivent se soumettre aux autorités centrales.

Pour finir, on invite les délégués à se méfier des agents qui veulent de nouveau essayer de précipiter le pays dans une guerre impérialiste.

La séance suivante du Congrès fut consacrée à un rapport de Tchitchérine. Après lui, M. Spiridonova, comme représentante du parti socialiste-révolutionnaire de gauche, parla pendant deux heures.

Elle critiqua avec vivacité la politique des bolcheviki et cita de nombreux faits propres à mettre en lumière ce que la politique des bolcheviki présente de funeste pour le pays. Lénine répondit par un long discours à Spiridonova.

Le 6 juillet, à 3 heures de l'après-midi, deux personnes se présentèrent au comte de Mirbach. Elles étaient porteuses de documents délivrés par la Commission extraordinaire d'instruction pour la lutte contre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation. L'entretien ne faisait que commencer, lorsque les deux visiteurs, qui étaient *Blumkine* et *Andreieff*, sortirent de leurs poches des brownings et tirèrent six coups dans la direction de Mirbach et des deux membres de la légation allemande présents à l'entretien, Risler et Muller. Ces coups n'atteignirent pas leur but, et c'est seulement par le septième coup, tiré au moment où Mirbach se sauvait dans la chambre voisine, que celui-ci fut atteint ; la mort fut instantanée. Les terroristes se sauvèrent par la fenêtre du rez-de-chaussée en lançant encore une bombe d'une force telle que les grandes vitres et de nombreux objets se trouvant dans la chambre furent mis en miettes.

Les terroristes réussirent à gagner le jardin, à franchir la haie et à partir dans l'automobile qui les attendait. Une heure après, les commissaires du peuple, Lénine, Trotsky, Tchitchérine, Karakhan et Radek, vinrent à l'ambassade pour exprimer leurs regrets et leurs condoléances au sujet de ce qui venait d'arriver. Le même jour fut organisée une commission d'enquête spéciale dirigée par le commissaire de la justice Stoutchka, et l'enquête commença immédiatement. En même temps, une insurrection éclatait sous la direction des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Par la bouche de Spiridonova, qui fut arrêtée, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche prit sur lui toute la responsabilité de l'événement et déclara que l'assassinat de Mirbach avait été perpétré sur l'ordre du Comité central du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche. Les troupes armées des socialistes-révolutionnaires de gauche, comprenant entre autres mille cinquante matelots venus de Novorossisk, où ils avaient coulé la flotte de la mer Noire, occupèrent le télégraphe et l'hôtel des postes et arrêtèrent le président du Soviet des députés ouvriers de Moscou, Smidowitch, le sous-commissaire de l'Intérieur, Latzis, et le président de la Commission extraordinaire d'enquête, Dzerjinsky.

La lutte entre les troupes des socialistes-révolutionnaires de gauche et celles des bolcheviki

dura toute la journée du 6 juillet et ne prit fin que le soir du 7 juillet. La bataille eut lieu dans différentes rues de la ville, notamment près des casernes Pokrowsky et dans la ruelle de Léontiew, où se trouve le siège du comité central du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche et où s'étaient réfugiés Andreieff et Blumkin après l'exécution du comte de Mirbach.

Les troupes des socialistes-révolutionnaires de gauche, bombardées par les troupes des bolcheviki, durent se rendre. Elles furent désarmées et leur chef arrêté. Le soir du 6 juillet, les socialistes-révolutionnaires de gauche, rassemblés dans le Grand-Théâtre au moment où l'ouverture du Congrès des députés des Soviets devait avoir lieu, furent arrêtés comme ôtages. Le même jour, l'ordre fut donné de suspendre tout départ de train. Les chefs les plus en vue des socialistes-révolutionnaires de gauche, Kamkow, Karéline, Maguérowsky, Fischmann, Tcherepanoff, Goloubowsky et Troutovsky n'ont pas encore été arrêtés et se sont cachés à Moscou. L'automobile blindée, sur laquelle voulait se sauver quelques socialistes-révolutionnaires de gauche dut s'arrêter à sept kilomètres de Moscou, faute de benzine. Les personnes qui s'y trouvaient réussirent à se cacher et firent sauter l'automobile. Suivant une déclaration de Lénine, le 8 juillet au soir, mille personnes étaient déjà arrêtées. Les délégués du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, enfermés dans le Grand-Théâtre, y restaient encore en qualité d'ôtages.

Le 8 juillet, les événements suivants ont eu lieu à Pétrograde. Après que le gouvernement eut été informé de l'assassinat de l'ambassadeur allemand, il ordonna de désarmer les troupes du Comité des socialistes-révolutionnaires de gauche et en premier lieu leur Etat-Major, qui se trouvait dans le bâtiment du Corps des Pages.

Après 7 heures du soir, le Commissariat de guerre envoya un détachement armé de la Garde Rouge pour proposer à l'Etat-Major des troupes des socialistes-révolutionnaires de gauche de déposer les armes. Celui-ci répondit par un refus. A la suite de ce refus, le Commissariat de guerre de la commune de Pétrograde donna l'ordre à la Garde Rouge, qui se trouvait à proximité en tenue de combat, d'avancer contre le Bâtiment du Corps des Pages. Quelque temps après apparurent le régiment letton et de l'artillerie légère. A 8 heures du soir, le Corps des Pages était cerné par la Garde Rouge, qui fut aussitôt accueillie par le feu de l'artillerie, par des coups de fusil et par des bombes. Alors les troupes se virent dans l'obligation d'entreprendre le bombardement du Bâtiment du Corps des Pages. Une demi-heure après le commencement de ce bombardement, les socialistes-révolutionnaires de gauche hissèrent un drapeau blanc et envoyèrent des parlementaires en déclarant qu'ils étaient prêts à livrer leurs armes, à condition que la sécurité personnelle des combattants fut garantie. Ces conditions furent acceptées et les troupes des Soviets rentrèrent dans le Bâtiment, où, après avoir inscrit les noms des combattants, ils les relâchèrent. Vers 10 heures du soir, la tranquillité était rétablie dans ce quartier, le seul qui se fût révolté. Le désarmement de cette troupe s'opéra sans ancun incident. Il y eut pendant l'échauffourée deux tués et deux blessés du côté des S. R. de gauche et dix tués et quarante-cinq blessés du côté de la Garde Rouge.

Le commandant de toutes les troupes en campagne contre les Tchéco-Slovaques, Mouraview, a lancé à Simbirsk un appel à ses soldats. Il leur demandait d'aller à Moscou pour aider les insurgés. Une partie seulement de ses troupes a accueilli cet appel avec sympathie.

Blagonravow, qui reprit après lui le commandement de toutes ces troupes, donna l'ordre d'arrêter immédiatement Mouraview. Quand celui-ci se vit entouré de soldats, il se brûla la cervelle.

Le Congrès des Soviets, d'où les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient absents, a adopté la résolution suivante, condamnant l'action de ce parti :

« Les organisateurs et les participants au meurtre et à l'insurrection ont abusé de leur situation comme Parti des Soviets et de la situation officielle de leurs membres. Le Congrès demande la punition sévère des criminels. Les fractions des Soviets des socialistes-révolutionnaires de gauche sont solidaires avec les criminels. Il n'y a pas de place dans le Conseil des députés pour de tels organisateurs.

La tâche principale du pouvoir des Soviets est l'obtention de la paix. Il appartiendra aux ouvriers, paysans et citoyens honnêtes de défendre le pays contre les impérialistes, seulement dans le cas d'une invasion étrangère. »

Ces événements ont-ils eu leur couronnement ?

Un radiogramme de l'agence télégraphique de Pétrograde annnonce de Moscou :

Le 15 juillet, le nouveau Comité exécutif central a tenu sa première séance sous la présidence de Sverdloff. Lénine a fait la communication suivante :

« Hier, 14 juillet, le Commissaire du peuple aux affaires étrangères a rendu visite au représentant diplomatique d'Allemagne, M. le Docteur Rizler, qui a remis dernièrement une dépêche reçue de Berlin et dans laquelle son Gouvernement le chargeait de demander au Gouvernement russe l'autorisation de faire entrer des bataillons allemands à Moscou. Les bataillons allemands n'avaient d'autre but que de protéger l'ambassade d'Allemagne et ne méditaient aucune occupation. D'accord avec le Conseil des Commissaires du Peuple, le Commissaire pour les affaires étrangères a répondu :

« Les masses populaires russes veulent la paix. Le Gouvernement russe est prêt à faire protéger suffisamment par ses propres troupes les Ambassades, Consulats et Commissions, mais ne peut, en aucun cas, autoriser l'entrée de troupes étrangères à Moscou. Mais puisque le Gouvernement allemand désire que des bataillons allemands entrent à Moscou, nous répondons, au nom de toute la Russie des Soviets, que nous ne pouvons nullement accéder à ses désirs, car ce serait en fait le commencement d'une occupation de la Russie par des troupes étrangères.

Dans cette situation, nous nous verrions obligés de répondre par une mobilisation générale, d'appeler tous les ouvriers et paysans à la résistance par les armes et, à la rigueur, à une retraite précédée de la destruction de tout le matériel de guerre, de toutes les voies de communication et de tous les dépôts, afin de ne rien laisser aux mains de l'ennemi. Quoique nous ne la désirions pas, cette guerre deviendrait pour nous une nécessité fatale et serait menée par les ouvriers et les paysans, sous la direction du Gouvernement des Soviets, jusqu'à leur dernier souffle. »

E. E.



RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL

DU PARTI DES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES DE GAUCHE

Dans sa séance du 24 juin 1918, le Comité central du Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche (internationalistes), après avoir discuté la situation politique actuelle de la République, a trouvé qu'il est absolument nécessaire, dans l'intérêt de la révolution russe et de la révolution internationale, de mettre fin, dans le plus bref délai, au soi-disant armistice révolutionnaire découlant de la ratification de la paix de Brest-Litowsk par le gouvernement des bolchéviki.

Le Comité central du Parti croit possible et opportun d'organiser dans ce but une série d'actes terroristes dirigés contre les représentants les plus en vue de l'impérialisme allemand ; en même temps, le Comité central a résolu de mobiliser, pour la réalisation de sa décision, des forces militaires d'une fidélité éprouvée et de faire tout son possible pour que les paysans travailleurs et le prolétariat fassent cause commune avec les insurgés et soutiennent activement le parti dans cette action.

Dans ce but, il a été décidé qu'en même temps qu'on accomplirait des actes terroristes, on déclarerait dans les journaux que notre parti a participé aux derniers événements en Ukraine, notamment en faisant de la propagande parmi les paysans et en provoquant l'explosion des arsenaux. Il a été proposé de fixer l'époque de la réalisation de ces décisions lors de la prochaine assemblée du Comité central du parti.

Il a été décidé en outre de préparer toutes les organisations locales à la tactique actuelle de notre parti et de les inviter à agir résolument contre la politique actuelle du Conseil des Commissaires du peuple.

Quant à la façon dont cette ligne de conduite sera inaugurée, il a été décidé que la mise en œuvre des procédés terroristes doit débuter sur un signe donné de Moscou. Le signal peut être donné sous forme d'acte terroriste ou sous une autre forme. Pour dénombrer les forces du parti et distribuer la tâche en vue de la réalisation de ce plan, le Comité central organise un bureau de trois personnes (Spiridonova, Golubovsky et Maïorow).

Attendu que la présente politique du parti peut l'amener, même contre sa volonté, à un conflit avec le parti des bolcheviki, le Comité central du parti, a pris, après en avoir délibéré, la résolution suivante :

Nous envisageons notre action comme une lutte contre la politique actuelle des Commissaires du peuple et nullement comme une lutte contre les bolcheviki. Néanmoins, étant donné que ces derniers peuvent se livrer à une agression contre notre parti, il a été décidé de recourir en pareil cas aux armes pour défendre notre point de vue. Mais pour que dans cette lutte, notre parti ne soit pas utilisé par les éléments contre-révolutionnaires, il a été décidé de faire immédiatement le nécessaire pour expliquer l'attitude adoptée par notre parti et adopter une politique ferme d'internationalisme conséquent et de socialisme révolutionnaire dans la Russie des Soviets.

Une commission de quatre camarades: Kamkow, Troutovsky, Karéline et Prochian, a été chargée d'établir les lignes directrices de notre tactique et de notre politique, et de les faire connaître par des articles insérés dans l'organe du parti.

Annotation de Spiridonova :

Certains points de la présente résolution ont été adoptés à l'unanimité, certains autres à l'unanimité moins une voix ou par toutes les voix contre une abstention.

Signé : M. SPIRIDONOVA.

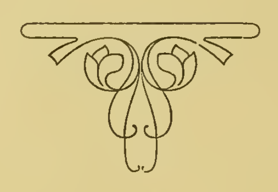


TABLE DES MATIÈRES

ÉDITIONS

du Parti des Socialistes-Révolutionnaires de gauche

DÉJA PARU :

1. **Les Socialistes-Révolutionnaires de gauche**, par B. Kamkow. — Prix : 20 c[t]
2. **Pourquoi nous sommes contre la paix de Brest-Litowsk**, par I. Steinberg. — Prix : 60 ct.
3. **La Russie socialiste** (Evénements de juillet 1918). — Prix : 2 fr.

A PARAITRE :

1. **Les poèmes de la Révolution russe.**
2. **L'organisation judiciaire de la Russie des Soviets**, par A. Schreider.
3. **La classe paysanne dans la Révolution russe.**
4. **Pourquoi la Constituante a-t-elle été dissoute.**
5. **L'œuvre créatrice de la Révolution russe.**